SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 141° — Numero 138

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 15 giugno 2000** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

SOMMARIO

Ministero della sanità
COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Ministero delle politiche agricole e forestali

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

Regione Liguria

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

RETTIFICHE

ERRATA-CORRIGE

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 26 maggio 2000, n. **153.**

Ratifica ed esecuzione degli emendamenti alla convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci - TIR, conclusa a Ginevra il 14 novembre 1975, adottati dal comitato amministrativo il 27 giugno 1997.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare gli emendamenti alla convenzione doganale relativa al trasporto internazionale di merci - TIR, conclusa a Ginevra il 14 novembre 1975, adottati dal comitato amministrativo il 27 giugno 1997.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli emendamenti di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 60 della convenzione base.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 124 milioni annue a decorrere dal 1999, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1999-2001, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno finanziario 1999, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 maggio 2000

CIAMPI

AMATO, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FASSINO

Annexe 2

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT A LA CONVENTION TIR DE 1975

adoptées par

le Comité de gestion de la Convention TIR de 1975

le 27 juin 1997

Article 6, paragraphe 1

Modifier le paragraphe 1 comme suit :

"1. Aussi longtemps que les conditions et prescriptions minimales stipulées dans la première partie de l'annexe 9 sont respectées, chaque Partie contractante peut habiliter des associations à délivrer les carnets TIR, soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes, et à se porter caution. L'habilitation est révoquée si les conditions et prescriptions minimales contenues dans la première partie de l'annexe 9 ne sont plus respectées."

Article 6, nouveaux paragraphes 3 à 5

Ajouter les nouveaux paragraphes ci-après :

"3. Une association ne délivrera de carnets TIR qu'à des personnes dont l'accès au régime TIR n'a pas été refusé par les autorités compétentes des Parties contractantes sur le territoire desquelles ces personnes sont établies ou domiciliées.

4. Seules les personnes qui satisfont aux conditions et prescriptions minimales stipulées dans la deuxième partie de l'annexe 9 à la présente Convention pourront être habilitées à accéder au régime TIR. Sans préjuger les dispositions de l'article 38, l'habilitation sera révoquée si le respect de ces critères n'est plus assuré.

5. L'accès au régime TIR sera accordé selon la procédure indiquée dans la deuxième partie de l'annexe 9 à la présente Convention."

Article 38, paragraphe 2

Modifier comme suit :

"2. Cette exclusion sera notifiée sous une semaine aux autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la personne en cause est établie ou domiciliée, à l'association (aux associations) du pays ou du territoire douanier dans lequel l'infraction aura été commise et à la Commission de contrôle TIR."

Article 42 bis

Ajouter le nouvel article ci-après :

"En étroite coopération avec les associations, les autorités compétentes prendront toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une utilisation correcte des carnets TIR. Elles peuvent à cette fin prendre les mesures de contrôle nationales et internationales appropriées. Les mesures de contrôle nationales prises dans ce contexte par les autorités compétentes seront communiquées immédiatement à la Commission de contrôle TIR qui vérifiera qu'elles sont conformes aux dispositions de la Convention. Les mesures de contrôle internationales seront adoptées par le Comité de gestion."

Nouvel article 58 bis

Ajouter le nouvel article 58 bis ci-après :

"Article 58 bis

Comité de gestion

Un Comité de gestion composé de toutes les Parties contractantes sera créé. Sa composition, ses fonctions et son règlement intérieur sont indiqués à l'annexe 8."

Nouvel article 58 ter

Ajouter le nouvel article 58 ter ci-après :

"Article 58 ter

Commission de contrôle TIR

Le Comité de gestion créera une Commission de contrôle TIR en tant qu'organe subsidiaire qui, en son nom, exécutera les tâches qui lui sont confiées au titre de la Convention et par le Comité. Sa composition, ses fonctions et son règlement intérieur sont indiqués à l'annexe 8."

Article 59

Modifier comme suit la première phrase du deuxième paragraphe de l'article 59 :

"2. Tout amendement proposé à la présente Convention sera examiné par le Comité de gestion..."

Article 60

Modifier la fin du titre "... 6 et 7" comme suit : "... 6, 7, 8 et 9".

Modifier le début de l'article "1. Tout amendement proposé aux annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, ..." comme suit : "1. Tout amendement proposé aux annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ...".

Annexe 6, note explicative 0.38.2

Supprimer.

Annexe 6, nouvelle note explicative 8.13.1-1

Ajouter une note explicative à l'annexe 8, article 13, paragraphe 1, libellée comme suit :

"8.13.1-1 Dispositions financières

Au terme d'une période initiale de deux ans, les Parties contractantes à la Convention envisagent le financement de la Commission de contrôle TIR et du secrétariat TIR par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cela n'exclut pas une prorogation des dispositions financières initiales si un financement de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres sources venait à faire défaut."

Annexe 6, nouvelle note explicative 8.13.1-2

Ajouter une deuxième note explicative à l'annexe 8, article 13, paragraphe 1, libellée comme suit :

"8.13.1-2 Fonctionnement de la Commission de contrôle TIR

Les travaux des membres de la Commission de contrôle TIR seront financés par leurs gouvernements respectifs."

Annexe 6, nouvelle note explicative 9.I.1 a)

Ajouter une nouvelle note explicative libellée comme suit au paragraphe 1 a) de la première partie de la nouvelle annexe 9 :

"9.I.1 a) Organisation

Les dispositions du paragraphe 1 a) de la première partie de l'annexe 9 portent sur les organisations qui participent au commerce international des marchandises, y compris les chambres de commerce."

Annexe 6, nouvelle note explicative 9.II.3

Ajouter une nouvelle note explicative libellée comme suit au paragraphe 3 de la deuxième partie de la nouvelle annexe 9 :

"9.II.3 Comité d'habilitation

Il est recommandé d'établir des comités nationaux d'habilitation comprenant des représentants des autorités compétentes, des associations nationales et des autres organisations concernées."

Annexe 8

Modifier comme suit le titre de l'annexe 8 :

"COMPOSITION, FONCTIONS ET REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE GESTION ET DE LA COMMISSION DE CONTROLE TIR"

Ajouter, avant l'article 1 de l'annexe 8 un sous-titre nouveau ainsi libellé :

"COMPOSITION, FONCTIONS ET REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE GESTION"

Annexe 8, nouvel article 1 bis

Ajouter le nouvel article 1 *bis* ci-après :

"Annexe 8, article 1 bis

1. Le Comité examine toute proposition de modification de la Convention conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 59.

2. Le Comité surveille l'application de la Convention et examine toute mesure prise par les Parties contractantes, les associations et les organisations internationales au titre de la Convention ainsi que leur conformité avec la Convention.

3. Le Comité, par l'intermédiaire de la Commission de contrôle TIR, supervise l'application de la Convention aux niveaux national et international et apporte son appui."

Ajouter, avant le nouvel article 9 de l'annexe 8, un sous-titre nouveau ainsi libellé :

"COMPOSITION, FONCTIONS ET REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE CONTROLE TIR"

Annexe 8, nouveaux articles 9 à 12

Ajouter les nouveaux articles ci-après à l'annexe 8 :

"Article 9

1. La Commission de contrôle TIR, créée par le Comité de gestion conformément à l'article 58 *ter*, est composée de neuf membres de Parties contractantes à la Convention différentes. Le Secrétaire de la Convention TIR participe aux sessions de la Commission.

2. Les membres de la Commission de contrôle TIR sont élus par le Comité de gestion à la majorité des membres présents et votants. Le mandat de chaque membre de la Commission de contrôle TIR est de deux ans. Les membres de la Commission de contrôle TIR sont rééligibles. Le mandat de la Commission de contrôle TIR doit être établi par le Comité de gestion.

Article 10

La Commission de contrôle TIR :

a) supervise l'application de la Convention, y compris le fonctionnement du système de garantie, et exerce les fonctions qui lui sont confiées par le Comité de gestion;

b) supervise l'impression et la délivrance centralisées des carnets TIR aux associations, fonction qui peut être exécutée par une organisation internationale agréée à laquelle il est fait référence dans l'article 6;

c) coordonne et encourage l'échange de renseignements confidentiels et autres informations entre les autorités compétentes des Parties contractantes;

d) coordonne et encourage l'échange de renseignements entre les autorités compétentes des Parties contractantes, les associations et les organisations internationales;

e) facilite le règlement des différends entre les Parties contractantes, les associations, les compagnies d'assurance et les organisations internationales sans préjudice de l'article 57 sur le règlement des différends;

f) appuie la formation du personnel des autorités douanières et des autres parties intéressées, concernées par le régime TIR;

g) tient un registre central en vue de la diffusion, aux Parties contractantes, des renseignements que fourniront les organisations internationales auxquelles il est fait référence dans l'article 6 sur tous les règlements et procédures prescrits pour la délivrance des carnets TIR par des associations, dans la mesure où ils concernent les conditions et prescriptions minimales établies dans l'annexe 9;

h) surveille le prix des carnets TIR.

Article 11

1. Le Secrétaire de la Convention TIR convoque une session de la Commission à la demande du Comité de gestion ou à celle d'au moins trois membres de la Commission.

2. La Commission s'efforce de prendre les décisions par consensus. Faute de consensus, elles sont mises aux voix et adoptées à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents et votants. Aux fins de la prise de décisions, le quorum est de cinq membres. Le Secrétaire de la Convention TIR ne prend pas part au vote.

3. La Commission élit un président et adopte toute autre disposition relative au règlement intérieur.

4. Au moins une fois par an ou à la demande du Comité de gestion, la Commission fait rapport sur ses activités au Comité de gestion, auquel elle présente également des comptes vérifiés. La Commission est représentée au Comité de gestion par son président.

5. La Commission examine toute information et toute question qui lui sont transmises par le Comité de gestion, les Parties contractantes, le Secrétaire de la Convention TIR, les associations nationales et les organisations internationales auxquelles il est fait référence dans l'article 6 de la Convention. Ces organisations internationales ont le droit de participer aux sessions de la Commission de contrôle TIR en qualité d'observateurs, à moins que le Président n'en décide autrement. Si nécessaire, toute autre organisation peut, à l'invitation du Président, participer en qualité d'observateur aux sessions de la Commission.

Article 12

Le Secrétaire de la Convention TIR est un membre du secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Il exécute les décisions de la Commission de contrôle TIR dans le cadre du mandat de la Commission. Le Secrétaire de la Convention TIR est assisté d'un secrétariat TIR dont la taille est déterminée par le Comité de gestion.

Article 13

1. En attendant que d'autres sources de financement soient obtenues, le fonctionnement de la Commission de contrôle TIR et le secrétariat TIR sont financés par un droit prélevé sur chaque carnet TIR distribué par l'organisation internationale à laquelle il est fait référence dans l'article 6.

2. Le montant et les modalités de recouvrement de ce droit sont déterminés par le Comité de gestion à la suite de consultations avec l'organisation internationale à laquelle il est fait référence dans l'article 6. Toute proposition tendant à modifier ce droit doit être approuvée par le Comité de gestion."

Nouvelle annexe 9

Ajouter à la Convention la nouvelle annexe ci-après :

"Annexe 9

ACCES AU REGIME TIR

Première partie

HABILITATION DES ASSOCIATIONS A DELIVRER DES CARNETS TIR

Conditions et prescriptions minimales

1. Pour être habilitée par les Parties contractantes à délivrer des carnets TIR et à se porter caution selon l'article 6 de la Convention,

une association devra satisfaire aux conditions et prescriptions minimales ci-après :

a) Preuve qu'elle opère officiellement en tant qu'organisation représentative des intérêts du secteur des transports depuis au moins un an.

b) Preuve de la solidité de sa situation financière et de l'existence des moyens logistiques lui permettant de remplir les obligations qui lui incombent au titre de la Convention.

c) Preuve que son personnel possède les connaissances pour appliquer la Convention comme il convient.

d) Absence d'infractions graves ou répétées à l'encontre de la législation douanière ou fiscale.

e) Etablissement d'un accord écrit ou de tout autre instrument juridique entre elle et les autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle est établie. Une copie certifiée conforme de l'accord écrit ou de tout autre instrument juridique avec, le cas échéant, une traduction certifiée exacte, en anglais, français ou russe, sera déposée auprès de la Commission de contrôle TIR. Toute modification de cet accord écrit ou de tout autre instrument juridique sera immédiatement portée à l'attention de la Commission de contrôle TIR.

f) Un engagement, dans l'accord écrit ou tout autre instrument juridique visé à l'alinéa e) ci-dessus, que l'association :

i) respectera les obligations stipulées à l'article 8 de la Convention;

ii) acceptera le montant maximum par carnet TIR, déterminé par la Partie contractante, que l'on peut exiger d'elle conformément au paragraphe 3 de l'article 8 de la Convention;

iii) vérifiera continûment et, en particulier, avant de demander que des personnes soient habilitées à accéder au régime TIR, le respect par ces personnes des conditions et prescriptions minimales stipulées dans la deuxième partie de la présente annexe;

iv) accordera sa garantie à toutes les responsabilités encourues, dans le pays sur le territoire duquel elle est établie, à l'occasion des opérations effectuées sous couvert des carnets TIR qu'elle a elle-même délivrés ou qui l'auront été par des associations étrangères affiliées à l'organisation internationale à laquelle elle est elle-même affiliée;

v) couvrira ses responsabilités à la satisfaction des autorités compétentes des Parties contractantes sur le territoire desquelles elle est établie auprès d'une compagnie d'assurance, d'un groupe d'assureurs ou d'une institution financière. Le(s) contrat(s) d'assurance ou de garantie financière couvrira (couvriront) la totalité de ses responsabilités en rapport avec les opérations effectuées sous couvert des carnets TIR qu'elle a elle-même délivrés ou qui l'auront été par des associations étrangères affiliées à la même organisation internationale que celle à laquelle elle est elle-même affiliée.

Les délais de notification de l'annulation des contrats d'assurance ou de garantie financière ne seront pas inférieurs à ceux de la notification d'annulation de l'accord écrit ou de tout autre instrument juridique visé à l'alinéa e). Une copie certifiée conforme du (des) contrat(s) d'assurance ou de garantie financière ainsi que de tous les avenants ultérieurs à ces documents sera déposée auprès de la Commission de contrôle TIR ainsi qu'une traduction certifiée exacte, le cas échéant, en anglais, français ou russe.

vi) permettra aux autorités compétentes de vérifier tous les dossiers et les comptes tenus quant à l'administration du régime TIR;

vii) acceptera une procédure pour le règlement efficient des différends liés à l'utilisation indue ou frauduleuse des carnets TIR;

viii) acceptera que tout manquement grave ou répété aux présentes conditions et prescriptions minimales entraîne la révocation de l'habilitation à émettre des carnets TIR;

ix) respectera strictement les décisions des autorités compétentes de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle est établie en ce qui concerne l'exclusion de personnes conformément à l'article 38 de la Convention et à la deuxième partie de la présente annexe;

x) acceptera d'appliquer scrupuleusement toutes les décisions adoptées par le Comité de gestion et la Commission de contrôle TIR, dans la mesure où les autorités compétentes des Parties contractantes sur le territoire desquelles elle est établie les auront acceptées.

2. Les Parties contractantes sur le territoire desquelles l'association est établie révoqueront l'habilitation à émettre des carnets TIR en cas de manquement grave ou répété aux présentes conditions et prescriptions minimales.

3. L'habilitation d'une association dans les conditions énoncées ci-dessus ne préjugera pas les responsabilités et engagements incombant à cette association en vertu de la Convention.

4. Les conditions et prescriptions minimales stipulées ci-après ne préjugent pas les conditions et prescriptions supplémentaires que les Parties contractantes souhaiteraient éventuellement prescrire.

Deuxième partie

HABILITATION DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES A UTILISER DES CARNETS TIR

Conditions et prescriptions minimales

1. Les personnes souhaitant avoir accès au régime TIR sont tenues de satisfaire les conditions et prescriptions minimales ci-après :

a) Expérience démontrée ou, au moins, aptitude à effectuer régulièrement des transports internationaux (titulaire d'un permis de transports internationaux, etc.).

b) Situation financière saine.

c) Connaissance démontrée en matière d'application de la Convention TIR.

d) Absence d'infractions graves ou répétées à l'encontre de la législation douanière ou fiscale.

e) Engagement écrit envers l'association, selon lequel la personne :

i) respectera toutes les formalités douanières exigées au titre de la Convention aux bureaux de douane de départ, de passage et de destination;

ii) paiera les sommes dues, visées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8 de la Convention, si les autorités compétentes l'exigent, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 de la Convention;

iii) dans la mesure où la législation nationale le permet, autorisera les associations à vérifier les informations relatives aux conditions et prescriptions minimales susmentionnées.

2. Les autorités compétentes des Parties contractantes et les associations elles-mêmes peuvent introduire des conditions et des prescriptions supplémentaires et plus restrictives pour l'accès au régime TIR, à moins que les autorités compétentes n'en décident autrement.

Procédure

3. Les Parties contractantes décideront, conformément à la législation nationale, des procédures à suivre pour accéder au régime TIR sur la base des conditions et prescriptions minimales énoncées aux paragraphes 1 et 2.

4. Conformément à la formule type d'habilitation jointe (FTH), les autorités compétentes transmettent à la Commission de contrôle TIR, sous une semaine à compter de la date d'habilitation ou de retrait de l'habilitation à utiliser des Carnets TIR, les précisions voulues sur chaque personne.

5. L'association transmet chaque année une liste mise à jour au 31 décembre de toutes les personnes habilitées ainsi que de celles dont l'habilitation a été retirée. La liste est transmise aux autorités compétentes une semaine après le 31 décembre. Les autorités compétentes en communiquent une copie à la Commission de contrôle TIR.

6. L'autorisation d'accéder au régime TIR ne constitue pas en soi un droit d'obtenir des carnets TIR auprès des associations.

7. L'habilitation d'une personne à utiliser les carnets TIR conformément aux conditions et prescriptions minimales énoncées ci-dessus ne préjuge pas des responsabilités et engagements de cette personne en vertu de la Convention.

FORMULE TYPE D'HABILITATION (FTH)

Pays : . . . .

Nom de l'association : . . . .

Nom de l'autorité compétente : . . . .

A remplir par l'association nationale et/ou l'autorité compétente								
Numéro d'identification	Nom de la (des) personne(s) ou de l'entreprise	Adresse professionnelle	Point de contact et numéro d'appel (No de tél., de téléscripteur et de courrier électronique)	Immatriculation commerciale ou numéro de permis, etc. */	Retrait d'habilitation précédent **/	Date d'habilitation **/	Date de retrait de l'habilitation **/	Cachet/ signature
...								
...								
...								

*/ Si disponible.
**/ Le cas échéant.

Pour toute personne faisant l'objet d'une demande d'habilitation transmise par l'association agréée, les informations ci-après, au minimum, devront être fournies aux autorités compétentes :

- Numéro d'identification individuel et unique attribué à la personne par l'association garante (en coopération avec l'organisation internationale à laquelle elle est affiliée).

- Nom(s) et adresse(s) de la (des) personne(s) ou de l'entreprise (pour les associations commerciales fournir aussi le nom des dirigeants responsables).

- Point de contact (personne physique autorisée à fournir aux autorités douanières et aux associations des renseignements sur le régime TIR) avec indication complète des numéros de téléphone, de téléscripteur et de courrier électronique).

- Immatriculation commerciale No ou permis de transports internationaux No ou autre (si disponible).

- (Le cas échéant) Retrait d'habilitation précédent, y compris la date, la durée et la nature de ce retrait.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Annesso 2

PROPOSTE DI EMENDAMENTO DELLA CONVENZIONE TIR, 1975
adottate dal
Comitato Amministrativo per la Convenzione TIR, 1975
il 27 giugno 1997

Articolo 6, comma 1

Modificare il comma 1 come segue:

"1. Ogni parte contraente può autorizzare le associazioni ad emettere Carnets TIR direttamente o tramite associazioni corrispondenti, e ad agire come garanti purché le condizioni ed i requisiti minimi previsti nell'Annesso 9, Parte I, siano osservati. L'autorizzazione sarà revocata in caso le condizioni ed i requisiti minimi previsti nell'Annesso 9, Parte I, non siano più rispettati."

Articolo 6, nuovi paragrafi 3, 4 e 5

Aggiungere i seguenti nuovi paragrafi:

"3. Un'associazione rilascerà Carnets TIR soltanto alle persone il cui accesso alla procedura TIR non è stato revocato dalle autorità competenti delle Parti Contraenti in cui la persona è residente o ha sede.

4. L'autorizzazione per l'accesso alla procedura TIR sarà concessa soltanto alle persone che rispettano le condizioni ed i requisiti minimi previsti nell'Annesso 9, Parte II di questa Convenzione. Fatto salvo l'art. 38, l'autorizzazione sarà revocata se il rispetto di questi criteri non è più assicurato.

5. L'autorizzazione per l'accesso alla procedura TIR sarà concessa in base al procedimento sancito nell'Annesso 9, Parte II di questa Convenzione."

Articolo 38, comma 2

Modificare il comma 2 come segue:

"2. Questa esclusione sarà notificata entro una settimana alle autorità competenti della Parte contraente sul cui territorio ha sede o è residente la persona interessata, all'associazione(i) del Paese o del territorio doganale in cui è stata commessa la violazione ed alla Commissione Esecutiva TIR."

Articolo 42 bis

Aggiungere il seguente nuovo articolo:

"Le autorità competenti, in stretta collaborazione con le associazioni, prenderanno tutti i provvedimenti necessari per assicurare l'uso corretto dei Carnets TIR. A tale riguardo esse possono adottare adeguate misure di controllo nazionali ed internazionali. I provvedimenti nazionali di controllo adottati in questo contesto dalle autorità competenti dovranno essere comunicati immediatamente alla Commissione Esecutiva TIR che ne valuterà la conformità con le disposizioni della Convenzione. Le misure internazionali di controllo saranno adottate dal Comitato Amministrativo."

Nuovo Articolo 58 bis

Aggiungere il seguente nuovo articolo 58 bis:

"Articolo 58 bis
Comitato Amministrativo

Sarà istituito un Comitato Amministrativo composto da tutte le Parti Contraenti. La sua composizione, le funzioni e le norme procedurali sono stabilite nell'Annesso 8."

Nuovo articolo 58 ter

Aggiungere il seguente nuovo articolo 58 ter:

"Articolo 58 ter
Commissione Esecutiva TIR

Il Comitato Amministrativo istituirà una Commissione Esecutiva TIR come organo sussidiario che, in sua vece, adempirà ai compiti ad essa affidati dalla Convenzione e dal Comitato. La composizione, le funzioni e le norme procedurali di tale organo sono sancite nell'Annesso 8."

Articolo 59

Modificare la prima frase dell'art. 59, comma 2, come segue:

"2. Ogni proposta di emendamento alla Convenzione sarà presa in considerazione dal Comitato Amministrativo..."

Articolo 60

Modificare la fine del titolo "...6 e 7" come segue:
"...6, 7, 8 e 9".

Modificare l'inizio dell'art. "1. Ogni proposta di emendamento agli Annessi 1, 2, 3, 4, 5, 6 e 7..." come segue: "1. Ogni proposta di emendamento agli Annessi 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 e 9...".

Annesso 6, nota esplicativa 0.38.2

Da cancellare.

Annesso 6, nuova nota esplicativa 8.13.1-1

Aggiungere una nuova nota esplicativa all'Annesso 8, art. 13, comma 1, come segue:

"8.13.1-1 Accordi finanziari

Dopo un periodo iniziale di due anni, le Parti Contraenti alla Convenzione hanno previsto che il funzionamento della Commissione Esecutiva TIR e del Segretariato TIR sia finanziato tramite il Bilancio Regolare delle Nazioni Unite. Ciò non preclude il prolungamento dell'accordo di finanziamento iniziale, qualora il finanziamento da parte delle Nazioni Unite o di fonti alternative non sia disponibile."

Annesso 6, nuova nota esplicativa 8.13.1-2

Aggiungere una seconda nota esplicativa all'annesso 8, art. 13, comma 1, come segue:

"8.13.1-2 Funzionamento della Commissione Esecutiva TIR

Il lavoro dei membri della Commissione Esecutiva TIR sarà finanziato dai rispettivi Governi."

Annesso 6, nuova nota esplicativa 9.I.1 (a)

Aggiungere una nuova nota esplicativa all'Annesso 9, Parte I, comma 1 (a), come segue:

"9.I.1 (a) Associazione istituita

Le disposizioni contenute nell'annesso 9, Parte I, comma 1 (a) riguardano le organizzazioni coinvolte negli scambi internazionali di merci, incluse le Camere di commercio."

Annesso 6, nuova nota esplicativa 9.II.3

Aggiungere una nuova nota esplicativa all'annesso 9, Parte II, paragrafo 3, come segue:

"9.II.3 Comitato di autorizzazione

Si raccomanda di istituire comitati nazionali di autorizzazione che includano i rappresentanti delle autorità competenti, le associazioni nazionali ed altre organizzazioni coinvolte."

Annesso 8

Modificare il titolo dell'Annesso 8 come segue:

"COMPOSIZIONE, FUNZIONI E NORME PROCEDURALI DEL COMITATO AMMINISTRATIVO E DELLA COMMISSIONE ESECUTIVA TIR"

Aggiungere un nuovo sottotitolo prima dell'Annesso 8, art. 1, come segue:

"COMPOSIZIONE, FUNZIONI E NORME PROCEDURALI DEL COMITATO AMMINISTRATIVO"

Annesso 8, nuovo art. 1 bis:

Aggiungere il seguente nuovo articolo 1 bis:

"Annesso 8, Articolo 1 bis

1. Il Comitato prenderà in esame ogni proposta di emendamento alla Convenzione in conformità all'art. 59 commi 1 e 2.

2. Il Comitato controllerà l'applicazione della Convenzione ed esaminarà ogni provvedimento adottato dalle Parti Contraenti, dalle associazioni e dalle organizzazioni internazionali nell'ambito della Convenzione TIR nonché la loro conformità.

3. Il Comitato, tramite la Commissione Esecutiva TIR, sovraintenderà e fornirà supporto nell'applicazione della Convenzione a livello nazionale ed internazionale."

Aggiungere un nuovo sottotitolo prima dell'annesso 8, nuovo art. 9, come segue:

"COMPOSIZIONE, FUNZIONI E NORME PROCEDURALI DELLA COMMISSIONE ESECUTIVA TIR"

Annesso 8, nuovi articoli 9-13

Aggiungere i seguenti nuovi articoli all'Annesso 8:

"Articolo 9

1. La Commissione Esecutiva TIR, istituita dal Comitato Amministrativo in conformità all'art. 58 ter, sarà composta da nove membri, ognuno proveniente da una diversa Parte Contraente alla Convenzione. Il Segretario TIR parteciperà alle sessioni della Commissione.

2. I membri della Commissione Esecutiva TIR saranno eletti dal Comitato Amministrativo TIR con la maggioranza dei presenti e dei votanti. La carica di ogni membro della Commissione Esecutiva TIR durerà due anni. I membri della Commissione Esecutiva TIR possono essere rieletti. I termini di riferimento per la Commissione Esecutiva TIR saranno stabiliti dal Comitato Amministrativo TIR.

Articolo 10

La Commissione Esecutiva TIR dovrà:

(a) sovraintendere all'applicazione della Convenzione, incluse le operazioni del sistema di garanzia, ed adempiere alle funzioni ad essa affidate dal Comitato Amministrativo;

(b) sovraintendere alla stampa centralizzata ed alla distribuzione dei Carnets TIR alle associazioni attività che potrebbero essere espletate, da un'organizzazione internazionale approvata come indicato nell'art. 6;

(c) coordinare e promuovere lo scambio di intelligence ed altre informazioni fra le autorità competenti delle Parti Contraenti;

(d) coordinare e promuovere lo scambio di informazioni fra le autorità competenti delle Parti Contraenti, le associazioni e le organizzazioni internazionali;

(e) facilitare la soluzione di controversie fra le Parti Contraenti, le associazioni, le compagnie di assicurazione e le organizzazioni internazionali, fatto salvo l'art. 57 in materia di soluzione dei contenziosi;

(f) sostenere la formazione del personale delle autorità doganali e di altre parti interessate alla procedura TIR;

(g) tenere un registro centralizzato per la distribuzione alle Parti Contraenti delle informazioni fornite dalle organizzazioni internazionali di cui all'art. 6, su tutte le norme e le procedure prescritte per il rilascio dei Carnets TIR da parte delle associazioni, purché esse siano collegabili alle condizioni ed ai requisiti minimi sanciti nell'Annesso 9;

(h) controllare il prezzo dei Carnet TIR.

Articolo 11

1. Una sessione della Commissione sarà convocata dal Segretario TIR su richiesta del Comitato Amministrativo o di almeno tre membri della Commissione.

2. La Commissione dovrà impegnarsi a deliberare all'unanimità. Qualora l'unanimità non può essere raggiunta, le decisioni saranno messe al voto e saranno prese a maggioranza dei presenti e dei votanti. Un quorum di cinque membri è richiesto al fine di adottare le decisioni. Il Segretario TIR non avrà voto.

3. La Commissione eleggerà un Presidente ed adotterà eventuali norme procedurali aggiuntive.

4. La Commissione relazionerà in merito alle sue attività, inclusa la presentazione dei conti verificati, al Comitato Amministrativo almeno una volta l'anno o dietro richiesta del Comitato stesso. La Commissione sarà rappresentata presso il Comitato dal suo Presidente.

5. La Commissione prenderà in esame tutte le informazioni ed i quesiti trasmessi ad essa dal Comitato Amministrativo, dalle Parti Contraenti, dal Segretario TIR, dalle associazioni nazionali e dalle organizzazioni internazionali citate nell'art. 6 della Convenzione. Queste organizzazioni internazionali avranno il diritto di partecipare alle sessioni della Commissione Esecutiva TIR in qualità di osservatori, salvo diversa decisione del Presidente. Se necessario, ogni altra organizzazione può partecipare, come osservatore, alle sessioni della Commissione, su invito del Presidente.

Articolo 12

Il Segretario TIR sarà membro del Segretariato della Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa ed attuerà le decisioni della Commissione Esecutiva TIR nell'ambito dei Termini di Riferimento della Commissione. Il Segretario TIR sarà coadiuvato da un Segretariato TIR, la cui composizione sarà determinata dal Comitato Amministrativo.

Articolo 13

1. Il funzionamento della Commissione Esecutiva TIR e del Segretariato TIR sarà finanziato, fino a che non saranno ottenute fonti alternative di finanziamento, tramite un prelievo su ciascun Carnet TIR distribuito dall'organizzazione internazionale, di cui all'art. 6.

2. L'ammontare del prelievo e la procedura per la sua riscossione saranno determinate dal Comitato Amministrativo a seguito di consultazioni con l'organizzazione internazionale, di cui all'art. 6. Ogni proposta di modifica del prelievo sarà autorizzata dal Comitato Amministrativo."

Nuovo annesso 9

Aggiungere il seguente nuovo annesso 9 alla Convenzione:

"Annesso 9

ACCESSO ALLA PROCEDURA TIR

Parte I

AUTORIZZAZIONE PER LE ASSOCIAZIONI AD EMETTERE CARNETS TIR

Condizioni e requisiti minimi

1. Le condizioni ed i requisiti minimi che le associazioni devono rispettare per essere autorizzata dalle Parti Contraenti al rilascio dei Carnets TIR e per fungere da garanti in conformità all'art. 6 della Convenzione sono:

(a) esistenza provata, almeno per un anno, in qualità di associazione rappresentativa degli interessi del settore dei trasporti.

(b) prova di solidità finanziaria e di capacità organizzativa che gli consentano di adempiere ai propri obblighi nell'ambito dalla Convenzione.

(c) provata conoscenza da parte del suo personale della corretta applicazione della Convenzione.

(d) assenza di gravi o reiterate violazioni della legislazione doganale o fiscale.

(e) Stipula di un accordo scritto o di ogni altro strumento legale tra l'associazione e le autorità competenti della Parte Contraente in cui essa ha sede. Una copia autenticata di tale accordo scritto o di altro strumento legale, se necessario accompagnata da traduzione giurata in Inglese, Francese o Russo, sarà depositata presso la Commissione Esecutiva TIR. Qualsiasi modifica all'accordo scritto, o ad ogni altro strumento legale sarà immediatamente portato all'attenzione della Commissione Esecutiva TIR.

(f) l'impegno in un accordo scritto o in ogni altro strumento legale di cui al punto sub (e), che l'associazione:

(i) adempierà agli obblighi sanciti nell'Art. 8 della Convenzione;

(ii) accetterà l'ammontare massimo per Carnet TIR stabilito dalla Parte Contraente che può essere richiesto all'associazione secondo quanto prescritto dall'art. 8, comma 3 della Convenzione;

(iii) verificherà continuamente e, in particolare, prima della richiesta autorizzazione per all'accesso delle persone alla procedura TIR, il rispetto delle condizioni e dei requisiti minimi da parte di tali persone così come previsto nella Parte II di questo annesso;

(iv) fornirà la propria garanzia per tutte le responsabilità sorte nel Paese in cui essa ha sede in relazione alle operazioni sotto scorata di Carnets TIR rilasciati da essa stessa e dalle associazioni estere affiliate alla medesima organizzazione internazionale di cui essa stessa fa parte;

(v) risponderà delle proprie responsabilità con soddisfazione delle autorità competenti della Parte Contraente in cui ha sede con una compagnia di assicurazione, un pool di assicuratori o un'istituzione finanziaria. Il contratto di assicurazione o garanzia finanziaria dovrà coprire la totalità delle sue responsabilità relative ad operazioni sotto scorta di Carnets TIR emessi da essa stessa e dalle associazioni estere affiliate alla medesima organizzazione internazionale come quella a cui essa stessa è affiliata.

Il termine per notificare la scadenza del contratto di assicurazione o di garanzia finanziaria non sarà inferiore a quello previsto per la notifica della scadenza dell'accordo scritto o di altro strumento legale di cui alla lettera (e). Una copia autenticata del contratto di assicurazione o di garanzia finanziaria, così come tutte le successive modifiche ad esso relative, sarà depositata presso la Commissione Esecutiva TIR, includendo, se necessario, una traduzione giurata in Inglese, Francese o Russo.

(vi) Permetterà alle autorità competenti di controllare tutti i registri e le scritture tenute relative alla gestione della procedura TIR;

(vii) accetterà una procedura per definire efficacemente le controversie derivanti dall'uso improprio o fraudolento dei Carnets TIR;

(viii) concorderà che qualunque grave o reiterata inosservanza delle presenti condizioni e requisiti minimi condurrà alla revoca dell'autorizzazione all'emissione dei Carnets TIR;

(ix) si conformerà strettamente alle decisioni delle autorità competenti della Parte Contraente in cui ha sede, riguardanti l'esclusione di persone in base all'art. 38 della Convenzione ed alla Parte II di questo annesso;

(x) sarà d'accordo ad applicare fedelmente tutte le decisioni adottate dal Comitato Amministrativo e dalla Commissione Esecutiva TIR, per quanto accettato dalle autorità competenti della Parte Contraente in cui ha sede.

2. Le Parti contraenti in cui ha sede l'associazione revocheranno l'autorizzazione al rilascio dei Carnets TIR in caso di grave o reiterata inosservanza delle condizioni e requisiti minimi previsti.

3. L'autorizzazione di un'associazione nei termini sopracitati sarà senza pregiudizio per le responsabilità e gli obblighi dell'associazione stessa nell'ambito della Convenzione.

4. Le condizioni ed i requisiti minimi sopracitati non pregiudicano ulteriori condizioni e requisiti che le Parti Contraenti desiderino prescrivere.

Parte II

AUTORIZZAZIONE ALLE PERSONE FISICHE E GIURIDICHE AD UTILIZZARE I CARNETS TIR

Condizioni e requisiti minimi

1. Le condizioni ed i requisiti minimi che devono essere rispettati dalle persone che desiderano avere accesso alla procedura TIR sono:

(a) Provata esperienza o, almeno, capacità di effettuare regolari trasporti internazionali (possessore di una licenza per effettuare trasporti internazionali, etc.).

(b) Solida situazione finanziaria

(c) Provata conoscenza dell'applicazione della Convenzione TIR.

(d) Assenza di gravi o reiterate violazioni della legislazione doganale o fiscale.

(e) Una promessa in una dichiarazione scritta d'impegno all'associazione che la persona:

(i) rispetterà tutte le formalità doganali previste dalla Convenzione presso gli uffici di partenza, di transito e di destinazione;

(ii) pagherà le somme dovute, citate nell'art. 8, paragrafi 1 e 2 della Convenzione, qualora venga richiesto di fare ciò dalle autorità competenti in linea con l'art. 8, paragrafo 7 della Convenzione;

(iii) consentirà, fino a quando consentito dalla legislazione nazionale, alle associazioni di controllare le informazioni riguardanti le condizioni ed i requisiti minimi sopracitati.

2. Ulteriori condizioni e requisiti, più restrittivi, per l'accesso alla procedura TIR possono essere introdotti dalle autorità competenti di una Parte Contraente e dalle associazioni stesse a meno che le autorità competenti decidano diversamente.

MODULO DI AUTORIZZAZIONE (MAF)

Paese: ....

Nome dell'associazione: ....
Autorità competente: ....

Da compilare a carico delle associazioni nazionali e/o delle autorità competenti								
Numero ID	Nome della persona/ impresa	Indirizzo aziendale	Punto di contatto e numero di accesso (Tel., fax, E-mail)	Registrazione dell'azienda o numero di licenza *	Precedente revoca di autorizzazione **	Data di autorizzazione **	Data di revoca di autorizzazione **	Timbro/ firma

* se disponibile
** se appropriato

Per ogni persona per la quale una richiesta di autorizzazione è trasmessa dall'associazione abilitata le seguenti informazioni saranno fornite alle autorità competenti :

- Numero identificativo (ID) singolo ed unico, assegnato alla persona dall'associazione garante (in collaborazione con l'organizzazione internazionale alla quale è affiliata).
- Nome(i) e indirizzo(i) della(e) persona(e) o dell'azienda (in caso di associazione commerciale indicare anche i nomi dei manager responsabili).
- Punto di contatto (persona fisica autorizzata a fornire alle autorità doganali e alle associazioni informazioni sull'operazione TIR), indicando il numero di telefono, di fax e di E-mail.
- Numero di registrazione commerciale o di licenza di trasporto internazionale, o altro (se disponibile).
- (se applicabile) Precedente revoca dell'autorizzazione, includendo le date, la durata e la natura della revoca dell'autorizzazione.

Procedura

3. Le Parti Contraenti decideranno, in linea con la legislazione nazionale, il procedimento da seguire per l'accesso alla procedura TIR sulla base delle condizioni e dei requisiti minimi sanciti nei precedenti paragrafi 1 e 2.

4. Le autorità competenti trasmetteranno entro una settimana dalla data di rilascio o di revoca dell'autorizzazione di utilizzare i carnets TIR, i particolari di ogni singola persona alla Commissione esecutiva TIR in conformità con il modello di autorizzazione allegato (MAF).

5. L'associazione trasmetterà annualmente un elenco aggiornato al 31 dicembre di tutte le persone autorizzate così come di tutte le persone la cui autorizzazione è stata revocata. Questo elenco sarà trasmesso alle autorità competenti una settimana dopo il 31 dicembre. Le autorità competenti ne invieranno una copia alla Commissione Esecutiva TIR.

6. L'autorizzazione per l'accesso alla procedura TIR non costituisce di per sé un diritto ad ottenere i Carnets TIR dalle associazioni.

7. L'autorizzazione di una persona all'uso dei Carnets TIR secondo le condizioni ed i requisiti minimi sopracitati sarà senza pregiudizio della responsabilità e degli obblighi di quella persona stessa nell'ambito della Convenzione.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 4101):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 15 giugno 1999.

Assegnato dalla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 luglio 1999 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 settembre 1999.

Relazione scritta annunciata il 28 settembre 1999 (atto n. 4101/A) - relatore sen. VERTONE GRIMALDI.

Esaminato in aula ed approvato il 29 settembre 1999.

Camera dei deputati (atto n. 6408):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'8 ottobre 1999, con pareri delle commissioni I, V, VI e IX.

Esaminato dalla III commissione il 17 febbraio 2000.

Esaminato in aula il 20 marzo 2000 ed approvato il 10 maggio 2000.

00G0201

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 21 marzo 2000, n. **154.**

Regolamento concernente la ripartizione tra i concessionari ed i commissari governativi della riscossione dell'acconto sulla base di quanto riscosso nell'anno precedente.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 28 maggio 1997, n. 140, che all'articolo 9, comma 1, prevede l'obbligo per i concessionari della riscossione di versare, entro il 15 dicembre di ogni anno, il 20 per cento delle somme riscosse nell'anno precedente ai sensi del decreto legislativo 9 luglio 1997, n. 237, a titolo di acconto sulle riscossioni a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo;

Visto il successivo comma 2 del predetto articolo 9, che prescrive che con decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, da emanare annualmente ai sensi dell'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, vengono stabilite la ripartizione tra i concessionari dell'acconto sulla base di quanto riscosso nell'anno precedente dai servizi autonomi di cassa o dai concessionari nei rispettivi ambiti territoriali, le modalità di versamento, nonché ogni altra disposizione attuativa;

Visto il comma 4 del suddetto articolo 9, che dispone che per il triennio 1997-1999 l'acconto di cui al comma 1, è determinato con il decreto di cui al comma 2 in modo che complessivamente garantisca maggiori entrate per il bilancio dello Stato pari a lire 3.000 miliardi per l'anno 1997, lire 1.500 miliardi per l'anno 1998 e lire 1.500 miliardi per l'anno 1999;

Visto il decreto legislativo 9 luglio 1997, n. 237, concernente la modifica della disciplina in materia di servizi autonomi di cassa degli uffici finanziari, che, tra l'altro, agli articoli 2 e 4, prevede le diverse entrate da riscuotersi da parte dei concessionari del servizio di riscossione a decorrere dal 1° gennaio 1998;

Visto il decreto legislativo 13 aprile 1999, n. 112, in materia di riordino del servizio nazionale della riscossione, in attuazione della delega prevista dalla legge 28 settembre 1998, n. 337;

Considerato che la percentuale dell'anticipazione cui sono tenuti i concessionari ed i commissari governativi delegati alla riscossione, è stata fissata a regime al 20 per cento delle somme riscosse nell'anno precedente, e che per l'anno 1999, l'anticipazione deve garantire complessivamente maggiori entrate per il bilancio dello Stato pari a lire 1.500 miliardi;

Visto il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, 26 novembre 1999, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 281 del 30 novembre 1999, emanato ai sensi dell'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, con il quale è stata stabilita, secondo gli importi indicati nell'allegato *A* allo stesso decreto, la ripartizione tra i concessionari e commissari governativi dell'acconto da versarsi entro il 15 dicembre 1999, sulla base di quanto disposto dal citato articolo 9 del decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito in legge, con modificazioni, dalla legge 28 maggio 1997, n. 140;

Considerato che nella colonna corrispondente alle «riscossioni 1998» di cui all'allegato *A* al predetto decreto interministeriale, recante regolamento, sono state indicate, sulla base dei dati forniti dal sistema informativo, in corrispondenza degli ambiti provinciali di Chieti, Pordenone ed Udine, minori riscossioni rispetto a quelle effettivamente conseguite, risultanti a seguito di ulteriori controlli, operati anche sulla base delle risultanze dei conti giudiziali afferenti le predette concessioni;

Considerato che la quota parte dell'anticipazione che ogni singolo concessionario e commissario governativo della riscossione deve versare entro il 15 dicembre 1999, va determinata in proporzione all'ammontare incassato in ciascuna provincia e quello complessivo incassato dagli stessi agenti della riscossione nell'anno 1998, a livello nazionale;

Considerato pertanto che occorre procedere ad una rettifica dei dati delle riscossioni conseguite nelle province sopra indicate e, conseguentemente, disporre una diversa ripartizione delle quote dell'anticipazione in parola da corrispondersi da parte di ciascun concessionario e commissario governativo;

Udito il parere del Consiglio di Stato espresso dalla sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza del 7 febbraio 2000;

Vista la nota n. 3-3925 del 28 febbraio 2000, con la quale è stata effettuata la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri prevista dall'articolo 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

A D O T T A

il seguente regolamento

Art. 1.

1. La quota parte dei 6.000 miliardi di cui all'articolo 9, comma 4, del decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito, con modificazioni, dalla legge 28 maggio 1997, n. 140, che i concessionari della riscossione ed i commissari governativi versano entro il 15 dicembre dell'anno 1999, è determinata, in rettifica di quanto disposto con il decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, recante regolamento, del 26 novembre 1999, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 281 del 30 novembre 1999, sulla base del rapporto tra l'ammontare incassato in ciascuna provincia e quello complessivo incassato dagli stessi agenti della riscossione nell'anno 1998 a livello nazionale, così come risulta dalla tabella *A* che fa parte integrante del presente decreto.

Art. 2.

1. Salvo quanto stabilito all'articolo 1 del presente decreto, restano ferme le disposizioni di cui al precedente regolamento adottato con decreto interministeriale 26 novembre 1999, n. 445.

Art. 3.

1. Il presente decreto entra in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, 21 marzo 2000

Il Ministro delle finanze
VISCO

p. *Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica*
GIARDA

Visto, *il Guardasigilli:* FASSINO
Registrato alla Corte dei conti il 2 giugno 2000
Registro n. 1 Finanze, foglio n. 386

ALLEGATO *A*

AMBITO	CONCESSIONARIO	RISCOSSIONI 1998		ACCONTO 1999
		Importo (in lire)	%	Importo (in lire)
AGRIGENTO	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	11.054.795.712	0,038	2.277.122.710
ALESSANDRIA	CARALT S.p.A.	148.459.468.926	0,510	30.580.431.967
ANCONA	ANCONA TRIBUTI S.p.A.	156.759.404.306	0,538	32.290.094.618
AOSTA	CON.RI.T. S.p.A.	64.907.891.462	0,223	13.370.055.634
AREZZO	BANCA POPOLARE DELL'ETRURIA E DEL LAZIO S.p.A. Soc. coop. a r.l.	107.792.394.460	0,370	22.203.622.370
ASCOLI PICENO	SERIT PICENA S.p.A.	88.921.376.530	0,305	18.316.474.692
ASTI	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	56.644.632.956	0,194	11.667.947.871
AVELLINO	G.E.I. S.p.A.	58.251.506.462	0,200	11.998.939.800
BARI	S.ES.I.T. PUGLIA S.p.A.	332.244.208.941	1,141	68.437.341.864
BELLUNO	CARIVERONA BANCA S.p.A.	72.718.409.526	0,250	14.978.905.632
BENEVENTO	SARI SANNITICA RISCOSSIONI S.p.A.	40.854.286.654	0,140	8.415.372.510
BERGAMO	BERGAMO ESATTORIE S.p.A.	371.601.511.745	1,276	76.544.358.072
BIELLA	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	74.074.585.148	0,254	15.258.257.543
BOLOGNA	CARISBO S.p.A.	981.558.291.778	3,370	202.186.339.345
BOLZANO	CASSA DI RISPARMIO DI BOLZANO S.p.A.	211.058.336.872	0,725	43.474.863.264
BRESCIA	ESATRI - ESAZIONE TRIBUTI S.p.A.	473.402.086.329	1,625	97.513.755.092
BRINDISI	S.ES.I.T. PUGLIA S.p.A.	54.873.492.372	0,188	11.303.119.379
CAGLIARI	BIPIESSE RISCOSSIONI S.p.A.	62.338.817.879	0,214	12.840.864.869
CALTANISSETTA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	6.715.189.187	0,023	1.383.228.618
CAMPOBASSO	S.E.T. - BPM S.p.A.	39.844.306.641	0,137	8.207.331.720
CASERTA	BANCO DI NAPOLI S.p.A. (comm. gov.)	127.976.188.632	0,439	26.361.182.336
CATANIA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	32.376.438.067	0,111	6.669.062.397
CATANZARO	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	48.404.908.360	0,166	9.970.687.742
CHIETI	SOGET S.p.A. (comm. gov.)	77.936.000.000	0,268	16.053.651.296
COMO	RILENO S.p.A.	182.508.932.526	0,627	37.594.112.621
COSENZA	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	111.832.164.318	0,384	23.035.754.589
CREMONA	LO.SE.RI. S.p.A.	110.742.051.652	0,380	22.811.207.671
CROTONE	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	16.046.960.473	0,055	3.305.434.046
CUNEO	G.E.C. GESTIONI ESATTORIE CUNEESI S.p.A.	214.230.273.764	0,735	44.128.234.861
ENNA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	3.984.841.063	0,014	820.817.708

AMBITO	CONCESSIONARIO	RISCOSSIONI 1998 Importo (in lire)	%	ACCONTO 1999 Importo (in lire)
FERRARA	S.I.F.E.R. S.p.A.	139.370.889.642	0,478	28.708.320.457
FIRENZE	CASSA DI RISPARMIO DI FIRENZE S.p.A.	894.374.763.943	3,070	184.227.835.513
FOGGIA	G.E.M.A. S.p.A.	115.568.447.562	0,397	23.805.373.101
FORLI"	CO.RI.T. RIMINI e FORLI' - CESENA S.p.A.	136.144.869.025	0,467	28.043.808.421
FROSINONE	BANCA DI ROMA S.p.A.	83.829.981.521	0,288	17.267.723.408
GENOVA	SANPAOLO RISCOSSIONI GENOVA S.p.A.	706.416.943.618	2,425	145.511.333.435
GORIZIA	CASSA DI RISPARMIO DI GORIZIA S.p.A.	50.593.832.736	0,174	10.421.573.451
GROSSETO	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA S.p.A.	86.113.501.627	0,296	17.738.094.424
IMPERIA	SESTRI S.p.A.	92.483.905.812	0,318	19.050.302.485
ISERNIA	S.R.T. S.p.A.	17.087.331.322	0,059	3.519.734.893
L'AQUILA	GERIT S.p.A.	60.814.283.290	0,209	12.526.833.527
LA SPEZIA	CASSA DI RISPARMIO DELLA SPEZIA S.p.A.	82.034.901.395	0,282	16.897.963.728
LATINA	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA S.p.A.	87.014.847.468	0,299	17.923.758.197
LECCE	SO.BA.RI.T. S.p.A.	131.114.547.989	0,450	27.007.637.463
LECCO	RILENO S.p.A.	89.372.513.327	0,307	18.409.402.130
LIVORNO	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA S.p.A.	126.606.353.342	0,435	26.079.016.737
LODI	ESATRI - ESAZIONE TRIBUTI S.p.A.	96.220.309.474	0,330	19.819.945.801
LUCCA	CASSA DI RISPARMIO DI LUCCA S.p.A.	149.081.799.361	0,512	30.708.622.736
MACERATA	SERIMA S.p.A.	74.173.936.808	0,255	15.278.722.500
MANTOVA	CARIVERONA BANCA S.p.A.	129.604.442.842	0,445	26.696.578.370
MASSA CARRARA	CASSA DI RISPARMIO DI FIRENZE S.p.A.	61.024.266.129	0,210	12.570.086.854
MATERA	RITRIMAT S.p.A.	45.885.856.281	0,158	9.451.800.659
MESSINA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	18.588.237.400	0,064	3.828.899.115
MILANO	ESATRI - ESAZIONE TRIBUTI S.p.A.	6.212.068.584.430	21,327	1.279.593.292.998
MODENA	GESPRO S.p.A.	268.735.386.134	0,923	55.355.473.465
NAPOLI	BANCO DI NAPOLI S.p.A. (comm. gov.)	669.819.137.380	2,300	137.972.732.281
NOVARA	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	173.335.069.962	0,595	35.704.434.030
NUORO	BIPIESSE RISCOSSIONI S.p.A.- (comm. gov.)	12.110.389.814	0,042	2.494.559.320
ORISTANO	BIPIESSE RISCOSSIONI S.p.A.- (comm. gov.)	8.249.966.690	0,028	1.699.369.848
PADOVA	CASSA DI RISPARMIO DI PADOVA E ROVIGO S.p.A.	332.716.981.391	1,142	68.534.725.924

AMBITO	CONCESSIONARIO	RISCOSSIONI 1998 Importo (in lire)	%	ACCONTO 1999 Importo (in lire)
PALERMO	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	61.942.929.017	0,213	12.759.317.680
PARMA	SEIT PARMA S.p.A.	202.676.598.271	0,696	41.748.350.372
PAVIA	ESATRI - ESAZIONE TRIBUTI S.p.A.	135.276.646.171	0,464	27.864.967.488
PERUGIA	SO.RI.T. S.p.A.	153.963.318.267	0,529	31.714.142.680
PESARO	SE.RI.T. S.p.A.	193.119.715.731	0,663	39.779.775.390
PESCARA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	73.476.551.875	0,252	15.135.071.626
PIACENZA	PADANA RISCOSSIONI S.p.A.	106.447.646.273	0,365	21.926.624.340
PISA	SET S.p.A.	143.454.653.300	0,492	29.549.514.742
PISTOIA	GET GESTIONE ESATTORIE E TESORERIE S.p.A.	90.739.079.507	0,312	18.690.894.341
PORDENONE	ROLO BANCA 1473 S.p.A.	105.318.101.459	0,362	21.693.954.989
POTENZA	S.E.M. S.p.A.	53.539.816.459	0,184	11.028.402.072
PRATO	SANPAOLO RISCOSSIONI PRATO S.p.A.	149.772.230.760	0,514	30.850.841.286
RAGUSA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	13.489.074.438	0,046	2.778.547.749
RAVENNA	SO.RI.T. RAVENNA S.p.A.	134.698.662.244	0,462	27.745.911.437
REGGIO CALABRIA	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	66.046.015.920	0,227	13.604.492.264
REGGIO EMILIA	CASSA DI RISPARMIO DI REGGIO EMILIA S.p.A.	185.366.723.527	0,636	38.182.774.859
RIETI	CARIRI S.p.A.	28.702.216.789	0,099	5.912.227.722
RIMINI	CO.RI.T. RIMINI e FORLI' - CESENA S.p.A.	111.683.704.867	0,383	23.005.174.161
ROMA	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA S.p.A.	4.139.484.747.282	14,211	852.671.995.986
ROVIGO	CASSA DI RISPARMIO DI PADOVA E ROVIGO S.p.A.	117.296.301.915	0,403	24.161.285.276
SALERNO	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	162.743.527.297	0,559	33.522.734.525
SASSARI	BIPIESSE RISCOSSIONI S.p.A.	49.083.102.821	0,169	10.110.385.665
SAVONA	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	134.457.887.122	0,462	27.696.315.360
SIENA	BANCA MONTE DEI PASCHI DI SIENA S.p.A.	210.498.861.083	0,723	43.359.619.612
SIRACUSA	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	10.537.373.639	0,036	2.170.541.495
SONDRIO	RIPOVAL S.p.A.	96.164.366.637	0,330	19.808.422.412
TARANTO	SOGET S.p.A.	89.695.893.037	0,308	18.476.013.518
TERAMO	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A. (comm. gov.)	73.123.336.582	0,251	15.062.314.554
TERNI	SERVIZI RISCOSSIONE TRIBUTI S.p.A.	54.419.627.494	0,187	11.209.629.997
TORINO	CON.RI.T. S.p.A.	2.889.264.673.835	9,919	595.145.344.596

AMBITO	CONCESSIONARIO	RISCOSSIONI 1998		ACCONTO 1999
		Importo (in lire)	%	Importo (in lire)
TRAPANI	MONTEPASCHI SE.R.I.T. S.p.A.	11.382.386.413	0,039	2.344.601.499
TRENTO	CARITRO S.p.A.	280.434.833.197	0,963	57.765.384.719
TREVISO	ESAMARCA S.p.A.	284.688.964.844	0,977	58.641.672.263
TRIESTE	CASSA DI RISPARMIO DI TRIESTE - BANCA S.p.A.	1.150.224.898.444	3,949	236.929.139.703
UDINE	S.F.E.T. S.p.A.	183.977.029.881	0,632	37.896.518.736
VARESE	ESATRI - ESAZIONE TRIBUTI S.p.A.	243.427.031.028	0,836	50.142.330.530
VENEZIA	GE.RI.CO. S.p.A.	273.649.987.505	0,939	56.367.807.902
VERBANO-CUSIO-OSSOLA	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	54.611.021.711	0,187	11.249.054.346
VERCELLI	BANCA POPOLARE DI NOVARA Soc. coop. a r.l.	54.803.813.691	0,188	11.288.766.612
VERONA	CARIVERONA BANCA S.p.A.	638.133.514.997	2,191	131.445.967.592
VIBO VALENTIA	E.TR. ESAZIONE TRIBUTI S.p.A. (comm. gov.)	15.598.485.912	0,054	3.213.054.988
VICENZA	CARIVERONA BANCA S.p.A.	344.253.976.324	1,182	70.911.174.467
VITERBO	S.E.A.L. S.p.A.	65.987.361.530	0,227	13.592.410.336
TOTALE		*29.128.326.719.549*	**100,000**	**6.000.000.000.000**

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati i valori e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note alle premesse:

— Il decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito dalla legge 28 maggio 1997, n. 140, reca misure urgenti per il riequilibrio della finanza pubblica.

— Il testo dell'art. 9 del decreto-legge n. 79 sopra citato è il seguente:

«Art. 9. — 1. I concessionari della riscossione, entro il 15 dicembre di ogni anno, versano il 20% delle somme riscosse nell'anno precedente per effetto delle disposizioni attuative della delega legislativa prevista dal comma 138 dell'art. 3 della legge 23 dicembre 1996, n. 662, intese a modificare la disciplina dei servizi autonomi di cassa degli uffici finanziari, a titolo di acconto sulle riscossioni a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo.

2. Con decreto del Ministro delle finanze, di concerto con il Ministro del tesoro, da emanare annualmente ai sensi dell'art. 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, sono stabilite la ripartizione tra i concessionari dell'acconto sulla base di quanto riscosso nell'anno precedente dai servizi autonomi di cassa o dai concessionari nei rispettivi ambiti territoriali, le modalità di versamento nonché ogni altra disposizione attuativa del presente articolo.

3. In caso di mancato versamento dell'acconto nel termine previsto dal presente articolo, si applicano le disposizioni di cui agli articoli da 56 a 60, relativi all'espropriazione della cauzione, del decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1988, n. 43.

4. Per il triennio 1997-1999, l'acconto di cui al comma 1, è determinato con il decreto di cui al comma 2 in modo che complessivamente garantisca maggiori entrate per il bilancio dello Stato pari a lire 3.000 miliardi per l'anno 1997, ed ulteriori 1.500 miliardi e 1.500 miliardi, rispettivamente, per gli anni 1998 e 1999».

— Il comma 3 dell'art. 17 della legge n. 400/1988 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri) prevede che con decreto ministeriale possano essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinate al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione. Il comma 4 dello stesso articolo stabilisce che gli anzidetti regolamenti debbano recare la denominazione di «regolamento», siano adottati previo parere del Consiglio di Stato, sottoposti al visto ed alla registrazione della Corte dei conti e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale*.

— Il decreto legislativo 9 luglio 1997, n. 237, reca norme che concernono la modifica della disciplina in materia di servizi autonomi di cassa degli uffici finanziari.

Nota all'art. 1:

— Per il testo del comma 4 dell'art. 9 del decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito dalla legge 28 maggio 1997, n. 140, vedi note alle premesse.

Note all'art. 2:

— Il decreto ministeriale 26 novembre 1999, n. 445, reca: «Regolamento recante norme per la ripartizione tra i concessionari ed i commissari governativi della riscossione dell'acconto sulla base di quanto riscosso nell'anno precedente, ai sensi dell'art. 9 del decreto-legge 28 marzo 1997, n. 79, convertito, con modificazioni, dalla legge 28 maggio 1997, n. 140.

— Il decreto interministeriale 26 novembre 1999, n. 445, reca: il testo degli articoli 2 e 4 del decreto legislativo 9 luglio 1997, n. 237, sopra citato è il seguente:

«Art. 2. — 1. Ai soli effetti del presente decreto, per entrate si intendono:

a) le tasse e imposte indirette e relativi accessori e sanzioni;

b) i canoni, proventi e relativi accessori, derivanti dalla utilizzazione di beni del demanio pubblico e del patrimonio indisponibile dello Stato;

c) le somme dovute per l'utilizzazione, anche senza titolo, dei beni demaniali e patrimoniali dello Stato;

d) le entrate patrimoniali;

e) le entrate del Tesoro e delle altre amministrazioni dello Stato per le quali singole disposizioni né prevedono il versamento ad un ufficio finanziario;

f) le tasse e le entrate demaniali eventuali e diverse;

g) le sanzioni inflitte dalle autorità giudiziarie ed amministrative;

h) le tasse ipotecarie di cui alla tabella *A* allegata al testo unico delle disposizioni concernenti le imposte ipotecaria e catastale, approvato con decreto legislativo 31 ottobre 1990, n. 347, come sostituita dall'art. 10, comma 12, del decreto-legge 20 giugno 1996, n. 323, convertito, con modificazioni, dalla legge 8 agosto 1996, n. 425;

i) i tributi speciali di cui alla tabella *A* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 648, come modificata dal comma 13 dell'art. 10 del citato decreto-legge n. 323 del 1996;

l) tutte le altre somme a qualsiasi titolo riscosse dagli uffici finanziari di cui all'art. 1».

«Art. 4. — 1. Le entrate sono riscosse dal concessionario del servizio di riscossione dei tributi nella cui circoscrizione ha sede l'ufficio finanziario competente e dagli istituti di credito secondo le modalità di cui agli articoli 6, 7 e 8 del regolamento concernente l'istituzione del conto fiscale, emanato con decreto del Ministro delle finanze 28 dicembre 1993, n. 567. Per i compensi alle aziende di credito si applicano le disposizioni di cui all'art. 10 del citato regolamento n. 567 del 1993, e per i compensi ai concessionari si applicano le disposizioni di cui all'art. 61, comma 3, lettera *a)*, del decreto del Presidente della Repubblica 28 gennaio 1988, n. 43.

2. A seguito dell'entrata in funzione degli sportelli automatizzati che consentono l'acquisizione in tempo reale dei dati relativi ai pagamenti, il compito di riscuotere le entrate può essere affidato anche all'Ente poste italiane con decreto del Ministro delle finanze, di concerto con i Ministri del tesoro e delle poste e delle telecomunicazioni.

3. Alla trasmissione dei dati analitici relativi ad ogni singola operazione di incasso effettuata dalle aziende di credito si applicano le disposizioni di cui all'art. 13 del regolamento concernente l'istituzione del conto fiscale emanato con decreto del Ministro delle finanze 28 dicembre 1993, n. 567.

4. I concessionari trasmettono, mensilmente, entro il giorno 20 del mese successivo, i dati relativi a ciascuna operazione di riscossione e di pagamento, i dati analitici relativi a ciascuna operazione di accreditamento effettuata dagli istituti di credito, nonché ai singoli versamenti effettuati alle sezione di tesoreria provinciale dello Stato ed alle casse degli enti destinatari. I concessionari inoltre trasmettono, mensilmente, entro il giorno 20 del mese successivo, i dati relativi a ciascuna riscossione eseguita mediante conto corrente postale vincolato alle sezioni di tesoreria provinciale dello Stato, nonché ai singoli postagiro effettuati alle medesime sezioni di tesoreria provinciale ed alle casse degli enti destinatari.

5. Con decreto dirigenziale sono determinate le modalità e le caratteristiche tecniche di trasmissione dei dati».

00G0203

DECRETO 17 maggio 2000, n. **155.**

Regolamento recante norme per l'accertamento dell'idoneità al servizio nella Guardia di finanza ai sensi dell'articolo 1, comma 5, della legge 20 ottobre 1999, n. 380.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto l'articolo 1, comma 5, della legge 20 ottobre 1999, n. 380, che prevede, tra l'altro, che con decreto del Ministro delle finanze è adottato il regolamento recante norme per l'accertamento dell'idoneità al servizio nella Guardia di finanza;

Visto il decreto legislativo 31 gennaio 2000, n. 24 recante «Disposizioni in materia di reclutamento su base volontaria, stato giuridico e avanzamento del personale militare femminile nelle Forze armate e nel Corpo della Guardia di finanza, a norma dell'art. 1, comma 2, della legge 20 ottobre 1999, n. 380»;

Sentito il Ministro per le pari opportunità;

Sentita la Commissione nazionale per la parità e le pari opportunità tra uomo e donna;

Visto l'articolo 17, commi 3 e 4, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Udito il parere del Consiglio di Stato, espresso dalla sezione consultiva per gli atti normativi nell'adunanza del 3 aprile 2000;

Ritenuto, peraltro che non sembra opportuno introdurre al comma 3, dell'articolo 3 l'inciso, suggerito dal Consiglio di Stato, relativo alla deroga per l'accertamento dello stato di gravidanza, in quanto anche tale accertamento deve essere effettuato entro un determinato termine da fissare nel bando di concorso;

Vista la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri trasmessa con nota n. 3-7990/UCL del 18 aprile 2000;

ADOTTA

il seguente regolamento:

Art. 1.

Ambito di applicazione

1. Il presente regolamento si applica a tutti gli aspiranti di sesso maschile e femminile che partecipano ai concorsi per il reclutamento nella Guardia di finanza.

Art. 2.

Idoneità al servizio nella Guardia di finanza

1. Sono idonei al servizio nella Guardia di finanza i soggetti in possesso dell'efficienza psicofisica che ne consente l'impiego negli incarichi relativi al grado, alla qualifica ed al ruolo ambìti.

2. Per la partecipazione ai concorsi per il reclutamento nella Guardia di finanza possono essere richiesti, in relazione alle esigenze di impiego, specifici requisiti psico-fisici, da indicare nei bandi di concorso.

3. Non sono comunque idonei al servizio nella Guardia di finanza i soggetti affetti dalle imperfezioni ed infermità previste dall'elenco allegato al presente regolamento.

Art. 3.

Accertamento dell'idoneità al servizio nella Guardia di finanza

1. L'accertamento dell'idoneità al servizio nella Guardia di finanza è effettuato mediante visite mediche generali e specialistiche e prove fisio-psico-attitudinali.

2. Lo stato di gravidanza costituisce temporaneo impedimento all'accertamento.

3. L'accertamento nei riguardi dei candidati che partecipano ai concorsi per il reclutamento nella Guardia di finanza è effettuato entro il termine stabilito dal bando di concorso in relazione ai tempi necessari per la definizione della graduatoria.

4. Con decreto dirigenziale del Comandante Generale della Guardia di finanza sono adottate, entro quindici giorni dalla data di pubblicazione del presente regolamento, le direttive tecniche riguardanti le avvertenze ed i criteri diagnostici applicativi relativi alle imperfezioni ed infermità di cui all'articolo 2, comma 3, ed i criteri per delineare il profilo sanitario.

Art. 4.

Aggiornamento dell'elenco delle imperfezioni ed infermità

1. L'elenco delle imperfezioni ed infermità, previsto dall'articolo 2, comma 3, è aggiornato con regolamento adottato dal Ministro delle finanze, sentiti il Ministro per le pari opportunità e la Commissione nazionale per la parità e le pari opportunità tra uomo e donna.

Art. 5.

Abrogazione

1. È abrogato il decreto del Ministro delle finanze 20 luglio 1999, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 14 settembre 1999, n. 216.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e farlo osservare.

Roma, 17 maggio 2000

Il Ministro: DEL TURCO

Visto, *il Guardasigilli:* FASSINO
Registrato alla Corte dei conti il 2 giugno 2000
Registro n. 1 Finanze, foglio n. 385

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura della disposizione di legge alla quale è operato il rinvio e della quale restano invariati il valore e l'efficacia.

Nota al titolo:

— Il testo dell'art. 1, comma 5, della legge 20 ottobre 1999, n. 380 (Delega al Governo per l'istituzione del servizio militare volontario femminile), è il seguente:

«5. II Ministro della difesa e il Ministro delle finanze per il personale del Corpo della Guardia di finanza, entro trenta giorni dalla data di entrata in vigore dei decreti legislativi di cui al comma 2, adottano, con propri decreti, ai sensi dell'art. 17, comma 3, della legge 23 agosto 1988, n. 400, regolamenti recanti norme per l'accertamento dell'ido-

neità al servizio militare sentiti, per quanto concerne il personale femminile, il Ministro per le pari opportunità, la Commissione nazionale per la parità e le pari opportunità tra uomo e donna nonché il Ministro dei trasporti e della navigazione per il personale del Corpo delle capitanerie di porto».

Note alle premesse:

— Per il testo dell'art. 1, comma 5, della legge n. 380/1999, si veda in nota al titolo.

— I testi dei commi 3 e 4 dell'art. 17 della legge 23 agosto 1988, n. 400 (Disciplina dell'attività di Governo ed ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri), sono i seguenti:

«3. Con decreto ministeriale possono essere adottati regolamenti nelle materie di competenza del Ministro o di autorità sottordinate al Ministro, quando la legge espressamente conferisca tale potere. Tali regolamenti, per materie di competenza di più Ministri, possono essere adottati con decreti interministeriali, ferma restando la necessità di apposita autorizzazione da parte della legge. I regolamenti ministeriali ed interministeriali non possono dettare norme contrarie a quelle dei regolamenti emanati dal Governo. Essi debbono essere comunicati al Presidente del Consiglio dei Ministri prima della loro emanazione.

4. I regolamenti di cui al comma 1 ed i regolamenti ministeriali ed interministeriali, che devono recare la denominazione di «regolamento», sono adottati previo parere del Consiglio di Stato, sottoposti al visto ed alla registrazione della Corte dei conti e pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale*».

Nota all'art. 5:

— Il decreto ministeriale 20 luglio 1999 reca: «Direttive per delineare il profilo sanitario dei soggetti da arruolare nella Guardia di finanza»

00G0202

DECRETI PRESIDENZIALI

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 6 giugno 2000.

Delega di specifiche funzioni del Presidente del Consiglio dei Ministri in materia di politiche comunitarie al Ministro senza portafoglio on. Gianni Francesco Mattioli.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 15 maggio 2000, con il quale l'on. prof. Gianni Francesco Mattioli è stato nominato Ministro senza portafoglio;

Visto il proprio decreto in data 19 maggio 2000, con il quale al predetto Ministro senza portafoglio è stato conferito l'incarico per le politiche comunitarie;

Vista la legge 23 agosto 1988, n. 400;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 303;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 15 aprile 2000;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 15 maggio 2000, il Ministro senza portafoglio per le politiche comunitarie, on. prof. Gianni Francesco Mattioli, salve le competenze attribuite dalla legge al Ministro degli affari esteri, è delegato ad esercitare le funzioni e le attribuzioni di competenza del Presidente del Consiglio dei Ministri dirette ad assicurare la partecipazione dell'Italia all'Unione europea ed in particolare quelle relative:

a) alle attività inerenti all'attuazione delle politiche comunitarie di carattere generale o per specifici settori, assicurandone coerenza e tempestività, nonché alle attività inerenti alla partecipazione dello Stato italiano alla formazione di atti e normative comunitari;

b) all'attuazione della legge 16 aprile 1987, n. 183, della legge 9 marzo 1989, n. 86, in particolare per quanto concerne la predisposizione, sulla base, delle indicazioni delle amministrazioni interessate, degli indirizzi del parlamento e del parere della conferenza Stato-regioni, del disegno di legge comunitaria, seguendone anche il relativo *iter* parlamentare, nonché all'attuazione di quest'ultima legge;

c) all'armonizzazione fra legislazione nazionale e normative comunitarie, individuando nella citata legge comunitaria annuale gli strumenti idonei a recepire nell'ordinamento interno gli atti comunitari che implicano i provvedimenti di attuazione ed assicurando l'adempimento dell'obbligo comunitario;

d) alle riunioni del Cosiglio dei Ministri dell'Unione europea relative al mercato interno, rappresentando l'Italia, ove occorra in collaborazione con i Ministri interessati agli argomenti in discussione;

e) all'adeguamento coerente e tempestivo delle amministrazioni pubbliche agli atti comunitari e alle conformità e alle tempestività delle azioni volte a prevenire l'insorgere di contenzioso e ad adempiere le pronunce della Corte di giustizia delle Comunità europee;

f) alla decisione sull'opportunità di presentare ricorsi di fronte alla Corte di giustizia per la tutela di situazioni di rilevante interesse nazionale; nonché alla decisione di intervenire in procedimenti in corso nei quali siano in discussione questioni di rilievo nazionale;

g) alla presidenza del comitato consultivo di cui all'art. 4, comma 1, della legge 16 aprile 1987, n. 183;

h) alla formazione di operatori pubblici e privati con riferimento ai temi ed ai problemi comunitari, promuovendo anche strumenti di formazione a distanza nonché l'azione del comitato di cui all'art. 58 della legge 22 febbraio 1994, n. 146;

i) alle attività di informazione previste dall'art. 13 della legge 9 marzo 1989, n. 86;

j) al coordinamento nella fase di predisposizione della normativa comunitaria, delle amministrazioni dello Stato competenti per settore, delle regioni, degli operatori privati e delle parti sociali interessate, ai fini della definizione della posizione italiana da sostenere, di intesa con il Ministero degli affari esteri, in sede di Unione europea;

k) alla convocazione e allo svolgimento della sessione comunitaria della conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano, di cui all'art. 10 della legge 9 marzo 1989, n. 86, e dell'art. 5 del decreto legislativo 28 agosto 1997, e n. 281, al fine di raccordare le linee della politica nazionale relative all'elaborazione degli atti comunitari con le esigenze rappresentate dalle autonomie territoriali;

l) all'informazione dei rappresentanti italiani in seno al Parlamento europeo, al comitato economico e sociale ed al comitato delle regioni sulle posizioni italiane nelle materie di interesse comunitario;

m) alla promozione — in collaborazione con le istituzioni comunitarie, le amministrazioni pubbliche competenti per settore, le regioni e gli altri enti territoriali, le parti sociali interessate e le organizzazioni non governative interessate della — diffusione dell'informazione sulle attività della Unione europea e delle iniziative volta a rafforzare la coscienza della cittadinanza dell'Unione;

n) alla promozione delle candidature di cittadini italiani presso le istituzioni comunitarie.

Sono altresì delegate tutte le competenze attribuite dalla legge direttamente al Ministro e al Dipartimento per le politiche comunitarie.

Art. 2.

Il Ministro è altresì delegato a:

a) designare rappresentanti della Presidenza del Consiglio dei Ministri in organi, commissioni, comitati gruppi di lavoro ed altri organismi di studio, tecnico-amministrativi e consultivi, operanti, nelle materie oggetto del presente decreto, presso altre amministrazioni ed istituzioni;

b) costituire commissioni di studio e consulenza e gruppi di lavoro nelle materie oggetto del presente decreto;

c) provvedere, nelle predette materie, ad intese e concerti di competenza della Presidenza del Consiglio dei Ministri necessari per le iniziative, anche normative, di altre amministrazioni;

d) promuovere la predisposizione di tutti gli strumenti consulenziali, formativi e applicativi che aiutino le amministrazioni dello Stato, le regioni, le province, gli altri enti locali, gli operatori privati e le organizzazioni non governative al fine di uti1izzare gli strumenti e le risorse dei fondi strutturali dell'Unione europea nella misura più celere e corretta.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana previa registrazione da parte delle Corte dei conti.

Roma, 6 giugno 2000

Il Presidente: AMATO

Registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 2000
Registro n. 2, Presidenza, foglio n. 135

00A7654

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 6 giugno 2000.

Delega di specifiche funzioni del Presidente del Consiglio dei Ministri in materia di lotta alla disoccupazione e di individuazione delle aree di crisi al Ministro del lavoro e della previdenza sociale sen. Cesare Salvi.

IL PRESIDENTE
DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 aprile 2000, con cui il sen. prof. Cesare Salvi è stato nominato Ministro del lavoro e della previdenza sociale;

Vista la legge 23 agosto 1988, n. 400;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modificazioni;

Ritenuto opportuno delegare al Ministro del lavoro e della previdenza sociale, sen. prof. Cesare Salvi, l'esercizio dei compiti del Presidente del Consiglio dei Ministri in materia di contrasto alla disoccupazione e di promozione dell'occupazione, con particolare riferimento alle aree del mezzogiorno, nonché in materia della sicurezza e salute dei lavoratori sui luoghi di lavoro;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

Al Ministro del lavoro e della previdenza sociale, sen. prof. Cesare Salvi, è delegato l'esercizio dei compiti del Presidente del Consiglio dei Ministri riguardanti le iniziative di contrasto alla disoccupazione e di promozione dell'occupazione, in un contesto di pari opportunità nell'accesso al lavoro, particolare riferimento al mezzogiorno, alle aree depresse ed alle aree di crisi, nonché all'emersione del lavoro irregolare e le iniziative per il miglioramento delle condizioni di sicurezza e salute dei lavoratori sui luoghi di lavoro.

La delega di cui al comma precedente comprende:

a) l'individuazione di linee d'azione, nonché il coordinamento delle attività delle singole amministrazioni relativamente all'emersione del lavoro irregolare e alle materie che comunque attengano a profili concernenti la sicurezza e salute dei lavoratori sui luoghi di lavoro;

b) l'acquisizione, l'elaborazione e l'analisi dei dati relativi all'andamento dell'occupazione nelle aree depresse e di crisi ai fini dell'adozione delle conseguenti misure di contrasto e di verifica dei relativi effetti;

c) il monitoraggio delle situazioni di tensione occupazionale presenti nel paese e l'elaborazione delle iniziative di coordinamento delle risorse disponibili e degli strumenti attivabili in vista del raggiungimento di soluzioni operative a breve medio termine;

d) l'indicazione degli obiettivi per l'azione del Comitato per il coordinamento delle iniziative per l'occupazione e l'analisi delle relazione periodiche del Comitato medesimo sull'andamento dei lavori, sulle iniziative adottate e sulle proposte operative;

e) l'individuazione delle aree di crisi ai sensi dell'articolo 2, comma 203, lettera *f)*, della legge 23 dicembre 1996, n. 662;

f) l'emanazione di direttive al Comitato per l'emersione del lavoro non regolare di cui all'articolo 75 della legge 23 dicembre 1998, n. 448;

Per l'esercizio delle funzioni di cui alla presente delega attinenti i compiti di contrasto alla disoccupazione e di promozione dell'occupazione, il Ministro del lavoro e della previdenza sociale si avvale dell'apposito ufficio della Presidenza del Consiglio dei Ministri istituito con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri il 20 aprile 1999, n. 166.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, previa registrazione da parte della Corte dei conti.

Roma, 6 giugno 2000

Il Presidente: AMATO

Registrato alla Corte dei conti il 13 giugno 2000
Registro n. 2, Presidenza, foglio n. 136

00A7655

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELLA SANITÀ

DECRETO 21 marzo 2000.

Modificazione della direttiva relativa all'immissione sul mercato e all'uso di talune sostanze e preparati pericolosi.

IL MINISTRO DELLA SANITÀ

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 settembre 1982, n. 904, concernente l'attuazione della direttiva CEE 79/769 relativa all'immissione sul mercato e all'uso di talune sostanze e preparati pericolosi;

Vista la legge 22 febbraio 1994, n. 146, recante disposizioni per l'adempimento di obblighi derivanti dall'appartenenza dell'Italia alle Comunità europee — legge comunitaria 1993 —, ed in particolare l'art. 27;

Visto il decreto del Ministro della sanità 12 agosto 1998, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 13, del 18 gennaio 1999, concernente l'attuazione delle direttive 94/69/CE, 96/55/CE, 97/10/CE, 97/16/CE, 97/56/CE e 97/64/CE recanti modifiche alla direttiva 76/769/CEE;

Vista la direttiva 89/686/CEE del consiglio del 21 dicembre 1989, recante disposizioni per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative ai dispositivi di protezione individuale;

Vista la direttiva 93/42/CEE del consiglio del 14 giugno 1993 recante disposizioni per i dispositivi medici;

Vista la direttiva 94/27/CE del consiglio del 30 giugno 1994, recante dodicesima modifica della direttiva 76/769/CEE;

Vista la comunicazione della commissione pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* delle comunità europee del 20 luglio 1999, n. C 205, recante titoli e riferimenti alle norme europee relativi al nichel;

Rilevato che l'elenco del punto 2 dell'allegato alla direttiva 94/27/CE ha carattere esemplificativo;

Rilevato altresì che in sede di approvazione della direttiva in questione da parte del Consiglio mercato interno, nella sessione del 16 dicembre 1993, le voci corrispondenti alle montature per occhiali e ai bottoni cuciti su stoffa sono state depennate e che, quindi, è da presumere che detti oggetti siano da escludere dal campo di applicazione della direttiva stessa;

Ritenuto necessario, per ragioni di chiarezza e trasparenza, che tale esclusione vada esplicitata;

Decreta:

Art. 1.

1. Nell'allegato al decreto del Presidente della Repubblica 10 settembre 1982, n. 904, come modificato dal decreto del Ministro della sanità del 12 agosto 1998, è aggiunto il punto 40 indicato nell'allegato al presente decreto.

Art. 2.

1. A partire dal 21 luglio 2000, nessun produttore o importatore può immettere sul mercato prodotti che non siano conformi alle prescrizioni del presente decreto.

2. A partire dal 21 luglio 2001, i prodotti che non siano conformi alle prescrizioni del presente decreto non possono essere venduti o ceduti al consumatore finale, salvo che non siano stati legalmente immessi sul mercato in data anteriore alla scadenza del termine di cui al comma 1.

Art. 3.

1. Il presente decreto, per i motivi di cui in premessa, non si applica alle montature per occhiali e ai bottoni cuciti su stoffa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 21 marzo 2000

Il Ministro: BINDI

Registrato alla corte dei conti il 10 maggio 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 94

ALLEGATO

Denominazione della sostanza dei gruppi di sostanze o di preparati	Restrizioni
40. Nichel CAS n. 7440-02-0 EINECS 2311114 e suoi composti	Non può essere utilizzato 1) in oggetti metallici che vengono inseriti negli orecchi perforati o in altre parti perforate del corpo umano durante la cicatrizzazione della ferita causata dalla perforazione, e vengono successivamente tolti oppure no, a meno che tali oggetti siano omogenei e la concentrazione di nichel – espressa in massa di nichel rispetto alla massa totale – sia inferiore allo 0,05% 2) in prodotti destinati ad entrare in contatto diretto e prolungato con la pelle, quali: - orecchini, - collane, bracciali, catenelle, braccialetti da caviglia, anelli, - casse di orologi da polso, cinturini e chiusure di orologi, - bottoni automatici, fermagli, rivetti, cerniere lampo e marchi metallici, se sono applicati agli indumenti se il tasso di cessione di nichel dalle parti di questi prodotti che vengono a contatto ditretto e prolungato con la pelle è superiore a 0,5 $\mu g/cm^2$/settimana; 3) in prodotti come quelli elencati al punto 2), se hanno un rivestimento senza nichel, a meno che tale rivestimento sia sufficiente a garantire che il tasso di cessione di nichel dalle parti di tali prodotti che sono a contatto diretto e prolungato con la pelle non superi 0,5 $\mu g/cm^2$/settimana per un periodo di almeno due anni di uso normale del prodotto. I prodotti che sono oggetto dei paragrafi 1, 2 e 3 non possono essere immessi sul mercato se non sono conformi alle prescrizioni di detti paragrafi, valutate secondo le norme armonizzate di cui alla Comunicazione della Commissione pubblicata nella Gazzetta Ufficiale delle Comunità europee del 20 luglio 1999 e qui di seguito riportata

Comunicazione della Commissione nel quadro dell'applicazione della direttiva 94/27/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 30 giugno 1994, che stabilisce la dodicesima modifica della direttiva 76/769/CEE concernente il ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative degli Stati membri relative alla limitazione dell'immissione sul mercato e dell'uso di talune sostanze e preparati pericolosi

(1999/C 205/05)

(Testo rilevante ai fini del SEE)

(Pubblicazione dei titoli e dei riferimenti alle norme armonizzate europee nell'ambito delle direttive)

OEN [1]	Riferimento	Titolo della norma armonizzata	Anno di ratifica
CEN	EN 1810:1998	Metodo di prova di riferimento per la determinazione del contenuto di nickel per mezzo della spettrometria ad assorbimento atomico	1998
CEN	EN 1811:1998	Metodo di prova di riferimento per il rilascio del nichel da prodotti destinati ad entrare in contatto diretto e prolungato con la pelle	1998
CEN	EN 12472:1998	Metodo per la simulazione dell'usura e della corrosione per la determinazione del rilascio del nichel da prodotti rivestiti	1998

[1] OEN (Organismo europeo di normalizzazione):
CEN: Rue de Stassart 36, B-1050 Bruxelles, tel. (32-2) 550 08 11, fax (32-2) 550 08 19.

00A7622

DECRETO 23 maggio 2000.

Riconoscimento di titolo di studio estero quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia dela professione di fisioterapista.

IL DIRETTORE

DEL DIPARTIMENTO DELLE PROFESSIONI SANITARIE, DELLE RISORSE UMANE E TECNOLOGICHE IN SANITÀ E DELL'ASSISTENZA SANITARIA DI COMPETENZA STATALE

Visto il decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319, di attuazione della direttiva n. 92/51/CEE, relativa ad un sistema generale di riconoscimento della formazione professionale che integra la direttiva n. 89/48/CEE;

Visto in particolare l'art. 1 che prevede che alle condizioni stabilite dalle disposizioni dello stesso decreto legislativo sono riconosciuti in Italia i titoli rilasciati da un Paese membro della Comunità europea attestanti una formazione professionale al cui possesso la legislazione del medesimo Stato subordina l'esercizio di una professione;

Vista l'istanza di riconoscimento del titolo di «Physiotherapeutin» conseguito in Germania dalla sig.ra Stöckle Carola, cittadina tedesca;

Ritenuto che il predetto titolo possa essere riconosciuto ai sensi dell'art. 1, comma 2 e 3, del richiamato decreto legislativo n. 319/1994, quale titolo assimilabile in Italia a quello di fisioterapista;

Considerato che avendo la domanda per oggetto il riconoscimento di un titolo identico a quello per il quale si è già provveduto, possono applicarsi le disposizioni contenute nel comma 9 dell'art. 14 del suddetto decreto legislativo;

Considerato che, ai sensi dell'art. 8, comma 1, dello stesso decreto legislativo n. 319/1994, il riconoscimento è subordinato al superamento di una prova attitudinale;

Vista la richiesta della sig.ra Stöckle Carola di voler sostenere la suddetta prova attitudinale;

Visto il decreto dirigenziale del 27 maggio 1999, con il quale sono state stabilite le modalità per l'effettuazione della prova attitudinale;

Visto il decreto dirigenziale, 27 maggio 1999, con il quale è stata costituita la commissione esaminatrice per l'espletamento della prova attitudinale prevista dall'art. 2 del decreto dirigenziale sopra citato;

Visto il verbale della commissione esaminatrice del 5 maggio 2000;

Visto l'art. 13 dello stesso decreto legislativo n. 319/1994, che attribuisce al Ministero della sanità la competenza per il riconoscimento dei titoli abilitanti all'esercizio di una professione sanitaria;

Visto l'art. 3, comma 2, del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Decreta:

Il titolo di studio di «Physiotherapeutin» conseguito in Germania in data 1° novembre 1995 dalla sig.ra Stöckle Carola, nata a Neu-Ulm (Germania) il 20 gen-

naio 1973, è riconosciuto quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia dell'attività professionale di fisioterapista.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 23 maggio 2000

Il direttore del dipartimento: D'ARI

00A7184

DECRETO 31 maggio 2000.

Riconoscimento del titolo di studio estero quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia della professione di vigilatrice d'infanzia.

IL DIRETTORE
DEL DIPARTIMENTO DELLE PROFESSIONI SANITARIE, DELLE RISORSE UMANE E TECNOLOGICHE IN SANITÀ E DELL'ASSISTENZA SANITARIA DI COMPETENZA STATALE

Visto il decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319, di attuazione della direttiva n. 92/51/CEE, relativa ad un secondo sistema generale di riconoscimento della formazione professionale che integra la direttiva n. 89/48/CEE;

Vista l'istanza di riconoscimento del titolo di studio «Kinderkrankenschwester» conseguito in Germania dalla sig.ra Weiss Marianne;

Ritenuta la corrispondenza di detto titolo estero con quello di vigilatrice d'infanzia, conseguito in Italia;

Ritenuta la sussistenza dei requisiti di legge per il riconoscimento del titolo;

Visto l'art. 14, comma 9, del suddetto decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319;

Decreta:

Il titolo di studio «Kinderkrankenschwester» conseguito in Germania in data 1° aprile 1969, dalla sig.ra Weiss Marianne, nata a Tübingen il 15 maggio 1946 è riconosciuto quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia dell'attività professionale di vigilatrice d'infanzia, ai sensi del decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319, subordinatamente all'iscrizione al relativo albo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 31 maggio 2000

Il direttore del dipartimento: D'ARI

00A7581

DECRETO 5 giugno 2000.

Riconoscimento del titolo di studio estero quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia della professione di odontotecnico.

IL DIRETTORE
DEL DIPARTIMENTO DELLE PROFESSIONI SANITARIE DELLE RISORSE UMANE E TECNOLOGICHE IN SANITÀ E DELL'ASSISTENZA SANITARIA DI COMPETENZA STATALE.

Visto il decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319, di attuazione della direttiva n. 92/51/CEE, relativa ad un secondo sistema generale di riconoscimento della formazione professionale che integra la direttiva n. 89/48/CEE;

Vista l'istanza di riconoscimento del titolo «Prothesiste Dentaire» conseguito in Francia dal sig. Francois Bouet, cittadino francese;

Ritenuta la corrispondenza di detto titolo estero con quello di «Odontotecnico» che si consegue in Italia;

Ritenuta la sussistenza dei requisiti di legge per il riconoscimento del titolo;

Visto l'art. 14 comma 9, del suddetto decreto legislativo;

Decreta:

Il titolo di studio, diploma di «Prothesiste Dentaire» conseguito in Francia, il 26 giugno 1982, dal Sig. Francois Bouet nato a Parigi, il 3 settembre 1960, è riconosciuto quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia dell'attività professionale di «Odontotecnico», ai sensi del decreto legislativo 2 maggio 1994, n. 319.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 5 giugno 2000

Il direttore del dipartimento: D'ARI

00A7575

MINISTERO DELLA SANITÀ
COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

PROVVEDIMENTO 19 aprile 2000.

Inserimento del medicinale «Interferone gamma 1b» nell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, per la terapia della fibrosi polmonare idiopatica.

LA COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, relativo alle misure per il contenimento della spesa farmaceutica e la determinazione del tetto di spesa per l'anno 1996, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 23 dicembre 1996;

Visto il decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, concernente il recepimento delle direttive della Comunità economica europea in materia di specialità medicinali, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 139 del 15 giugno 1991.

Visto il decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, di attuazione della direttiva 93/39/CEE, che modifica le direttive 65/65/CEE, 75/318/CEE, 75/319/CEE relative ai medicinali, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 54 del 6 marzo 1997, - serie generale - n. 49/L;

Vista la legge 8 aprile 1998 n. 94, di conversione del decreto-legge 17 febbraio 1998, n. 23, recante disposizioni urgenti in materia di sperimentazioni cliniche in campo oncologico e altre misure in materia sanitaria, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 86 del 14 aprile 1998;

Visto il provvedimento in data 17 gennaio 1997, con il quale, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996 n. 648, è stato istituito l'elenco dei medicinali innovativi la cui commercializzazione è autorizzata in altri Stati ma non sul territorio nazionale, dei medicinali non ancora autorizzati ma sottoposti a sperimentazione clinica e dei medicinali da impiegare per un'indicazione terapeutica diversa da quella autorizzata, da erogarsi a totale carico ed a cura del Servizio sanitario nazionale a soggetti che per la loro patologia non dispongono di valida alternativa terapeutica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997;

Visto il provvedimento 3 giugno 1999, di modificazione al succitato provvedimento 17 gennaio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 177 del 30 luglio 1999;

Visti altresì i propri provvedimenti concernenti l'inserimento nel suddetto elenco, dei medicinali Deferiprone, Intron A, Roferon A, L-arginina, Lysodren, Eloxatin, Epoxitin, Eprex, Eritrogen, Globuren, Temodal, Tetraidrobiopterina, Testolattone, Adagen, Mifepristone, Interferone alfa ricombinante, Interferone alfa naturale leucocitario n. 3, Octreotide, Trientine diidrocloridrato, Ciclosprina A, Ribavirina, pubblicati rispettivamente nelle *Gazzette Ufficiali* n. 24 del 30 gennaio 1997 e n. 102 del 5 maggio 1998, n. 237 del 10 ottobre 1997, n. 22 del 21 aprile 1999, n. 50 del 2 marzo 1999, n. 285 del 6 dicembre 1997, n. 92 del 21 aprile 1999, n. 58 dell'11 marzo 1998, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 282 del 2 dicembre 1992, n. 7 dell'11 gennaio 1999, n. 51 del 3 marzo 1999, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 137 del 14 giugno 1999, n. 258 del 3 novembre 1999, n. 297 del 20 dicembre 1999;

Atteso che, specialità medicinali a base di interferone gamma 1b seppur registrate per altre indicazioni, possono costituire una valida alternativa terapeutica per la terapia della fibrosi polmonare idiopatica;

Considerato che la spesa sostenuta nell'anno 1999, per i medicinali inseriti in elenco, è risultata essere di gran lunga inferiore al tetto fissato dalla legge;

Considerata necessaria una verifica periodica della spesa a consuntivo data la impossibilità di definire un preventivo di spesa attendibile, in mancanza di dati di incidenza della patologia di che trattasi;

Ritenuto opportuno consentire a soggetti affetti da tale patologia la prescrizione di detti medicinali a totale carico del Servizio sanitario nazionale;

Ritenuto necessario dettare le condizioni alle quali detti medicinali vengono inseriti nell'elenco di cui al citato provvedimento concernente l'istituzione dell'elenco stesso;

Vista la propria deliberazione assunta in data 25 gennaio 2000.

Dispone:

Art. 1.

Il medicinale INTERFERONE GAMMA 1B è inserito, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, nell'elenco istituito col proprio provvedimento citato in premessa.

Art. 2.

Il medicinale di cui all'art. 1, è erogabile a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai soggetti affetti da fibrosi polmonare idiopatica che non possono avvalersi di valida alternativa terapeutica, nel rispetto delle condizioni per esso indicate nell'allegato 1 al presente provvedimento, sino a concorrenza della spesa stanziata.

Il presente provvedimento sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 aprile 2000

Il Ministro
Presidente della Commissione
BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 1º giugno 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 203

ALLEGATO 1

Denominazione: Interferone gamma 1b.

Indicazione terapeutica: Fibrosi polmonare idiopatica.

Criteri di inclusione: Fibrosi polmonare idiopatica in pazienti non responsivi alla terapia convenzionale diagnosi istologica andamento progressivo, per 6-12 mesi, nonostante il trattamento con glucocorticoidi. Capacità polmonare totale > 45% ed altri immunosoppressori.

Criteri di esclusione: capacità polmonare totale < 45%.

Periodo di prescrizione a totale carico del Servizio sanitario nazionale: fino al nuovo provvedimento ministeriale.

Dati indicativi sul costo del trattamento: L. 4.000.000 al mese per paziente, per un ciclo di terapia di sei mesi.

Altre condizioni particolari:

a) quelle previste dall'art. 5, commi 1 e 2, del provvedimento 17 gennaio 1997 concernente l'istituzione dell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi della predetta legge 23 dicembre 1996 n. 648;

b) la prescrizione viene effettuata da strutture specializzate ospedaliere od universitarie o di istituti di ricovero a cura a carattere scientifico, sulla base di un piano terapeutico predisposto dalle stesse; i pazienti ammessi al trattamento sono inseriti, presso tali strutture, in apposito registro in cui dati clinici sono aggiornati trimestralmente e trasmessi alla Commissione unica del farmaco unitamente al numero di pazienti che hanno iniziato e/o interrotto il trattamento, data di inizio e/o interruzione del trattamento, età, sesso, eventi avversi;

c) la dispensazione avviene tramite il servizio farmaceutico delle strutture prescrittici, ove possibile, oppure della azienda sanitaria locale di residenza; trimestralmente tali strutture trasmetteranno l'ammontare della relativa spesa al Ministero della sanità, Dipartimento per la valutazione dei medicinali e la farmacovigilanza.

d) sul costo vigente viene praticata la quota di sconto alle strutture pubbliche pari ad almeno il 50%.

SCHEMA DEI DATI DA INSERIRE NEL REGISTRO

	Prima del trattamento	3/6/9/12 mesi
Anamnesi	+	+
Prove di funzionalità respiratoria	+	+
Eventi avversi		+

Se il trattamento è stato sospeso:
data della sospensione e durata effettiva del trattamento;
motivi della sospensione:
efficacia insufficiente;
reazioni avverse;
altro.

00A7589

PROVVEDIMENTO 19 aprile 2000.

Inserimento del medicinale «Levocarnitina» nell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, per la terapia delle acidurie organiche.

LA COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, relativo alle misure per il contenimento della spesa farmaceutica e la determinazione del tetto di spesa per l'anno 1996, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 23 dicembre 1996;

Visto il decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, concernente il recepimento delle direttive della Comunità economica europea in materia di specialità medicinali, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 139 del 15 giugno 1991.

Visto il decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, di attuazione della direttiva 93/39/CEE, che modifica le direttive 65/65/CEE, 75/318/CEE, 75/319/CEE relative ai medicinali, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 54 del 6 marzo 1997 - serie generale - n. 49/L;

Vista la legge 8 aprile 1998, n. 94, di conversione del decreto-legge 17 febbraio 1998, n. 23, recante disposizioni urgenti in materia di sperimentazioni cliniche in campo oncologico e altre misure in materia sanitaria, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 86 del 14 aprile 1998;

Visto il provvedimento in data 17 gennaio 1997, con il quale, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, è stato istituito l'elenco dei medicinali innovativi la cui commercializzazione è autorizzata in altri Stati ma non sul territorio nazionale, dei medicinali non ancora autorizzati ma sottoposti a sperimentazione clinica e dei medicinali da impiegare per un'indicazione terapeutica diversa da quella autorizzata, da erogarsi a totale carico ed a cura del Servizio sanitario nazionale a soggetti che per la loro patologia non dispongono di valida alternativa terapeutica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997;

Visto il provvedimento 3 giugno 1999, di modificazione al succitato provvedimento 17 gennaio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 177 del 30 luglio 1999;

Visti altresì i propri provvedimenti concernenti l'inserimento nel suddetto elenco, dei medicinali Deferiprone, Intron A, Roferon A, L-arginina, Lysodren, Eloxatin, Epoxitin, Eprex, Eritrogen, Globuren, Temodal, Tetraidrobiopterina, Testolattone, Adagen, Mifepristone, Interferone alfa ricombinante, Interferone alfa naturale leucocitario n. 3, Octreotide, Trientine diidrocloridrato, Ciclosprina A, Ribavirina, pubblicati rispettivamente nelle *Gazzette Ufficiali* n. 24 del 30 gennaio 1997 e n. 102 del 5 maggio 1998, n. 237 del 10 ottobre 1997, n. 22 del 21 aprile 1999, n. 50 del 2 marzo 1999, n. 285 del 6 dicembre 1997, n. 92 del 21 aprile 1999, n. 58 dell'11 marzo 1998, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 282 del 2 dicembre 1992, n. 7 dell'11 gennaio 1999, n. 51 del 3 marzo 1999, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 137 del 14 giugno 1999, n. 258 del 3 novembre 1999, n. 297 del 20 dicembre 1999;

Atteso che, specialità medicinali a base di levocarnitina seppur registrate per altre indicazioni, possono costituire una valida alternativa terapeutica per il trattamento delle acidurie organiche.

Considerato che la spesa sostenuta nell'anno 1999, per i medicinali inseriti in elenco, è risultata essere di gran lunga inferiore al tetto fissato dalla legge;

Considerata necessaria una verifica periodica della spesa a consuntivo data la impossibilità di definire un preventivo di spesa attendibile, in mancanza di dati di incidenza della patologia di che trattasi;

Ritenuto opportuno consentire a soggetti affetti da tale patologia la prescrizione di detti medicinali a totale carico del Servizio sanitario nazionale;

Ritenuto necessario dettare le condizioni alle quali detti medicinali vengono inseriti nell'elenco di cui al citato provvedimento concernente l'istituzione dell'elenco stesso;

Vista la propria deliberazione assunta in data 9 febbraio 2000.

Dispone:

Art. 1.

Il medicinale LEVOCARNITINA è inserito, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, nell'elenco istituito col proprio provvedimento citato in premessa.

Art. 2.

Il medicinale di cui all'art. 1, è erogabile a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai soggetti affetti da aciduria organica che non possono avvalersi di valida alternativa terapeutica, nel rispetto delle condizioni per esso indicate nell'allegato 1 al presente provvedimento, sino a concorrenza della spesa stanziata.

Il presente provvedimento sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 aprile 2000

Il Ministro
Presidente della Commissione
BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 1º giugno 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 202

ALLEGATO 1

Denominazione: levocarnitina.

Indicazione terapeutica: acidurie organiche.

Criteri di inclusione: acidurie organiche con dimostrazione in CG/MS degli acidi organici patologici.

Criteri di esclusione: nessuno.

Periodo di prescrizione a totale carico del Servizio sanitario na zionale: fino al nuovo provvedimento ministeriale.

Dati indicativi sul costo del trattamento: L. 102.300 al mese per terapia tipo di 200 mg/Kg/die.

Altre condizioni particolari:

a) quelle previste dall'art. 5, commi 1 e 2, del provvedimento 17 gennaio 1997 concernente l'istituzione dell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi della predetta legge 23 dicembre 1996, n. 648;

b) la prescrizione viene effettuata da strutture specializzate ospedaliere od universitarie o di istituti di ricovero a cura a carattere scientifico, sulla base di un piano terapeutico predisposto dalle stesse; i pazienti ammessi al trattamento sono inseriti, presso tali strutture, in apposito registro in cui dati clinici sono aggiornati trimestralmente e trasmessi alla Commissione unica del farmaco unitamente al numero di pazienti che hanno iniziato e/o interrotto il trattamento, data di inizio e/o interruzione del trattamento, età, sesso, eventi avversi;

c) la dispensazione avviene tramite il servizio farmaceutico delle strutture prescrittici, ove possibile, oppure della azienda sanitaria locale di residenza; trimestralmente tali strutture trasmetteranno l'ammontare della relativa spesa al Ministero della sanità, Dipartimento per la valutazione dei medicinali e la farmacovigilanza.

d) sul costo vigente viene praticata la quota di sconto alle strutture pubbliche pari ad almeno il 50%.

SCHEMA DEI DATI DA INSERIRE NEL REGISTRO

	Prima del trattamento	3/6/9/12 mesi
Anamnesi	+	
Aminoacidogramma plasmatico quantitativo	+	+
Ammonio	+	+
Stato redox	+	+
Emogasanalisi	+	+
Carnitinemia	+	+
Acidi organici urinari	+	+
Eventi avversi		+
Manifestazioni cliniche della malattia		+
Numero di episodi che necessitano di ospedalizzazione		+

Se il trattamento è stato sospeso:

data della sospensione e durata effettiva del trattamento;

Motivi della sospensione:

efficacia insufficiente;

reazioni avverse;

altro.

00A7590

PROVVEDIMENTO 19 aprile 2000.

Inserimento del medicinale «Octreotide» nell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, per il trattamento dell'ipotensione ortostatica grave in disfunzioni generalizzate del sistema nervoso vegetativo.

LA COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, relativo alle misure per il contenimento della spesa farmaceutica e la determinazione del tetto di spesa per l'anno 1996, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 23 dicembre 1996;

Visto il decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, concernente il recepimento delle direttive della Comunità economica europea in materia di specialità medicinali, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 139 del 15 giugno 1991.

Visto il decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, di attuazione della direttiva 93/39/CEE, che modifica le direttive 65/65/CEE, 75/318/CEE, 75/319/CEE relative ai medicinali, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 54 del 6 marzo 1997 - serie generale - n. 49/L;

Vista la legge 8 aprile 1998 n. 94, di conversione del decreto-legge 17 febbraio 1998, n. 23, recante disposizioni urgenti in materia di sperimentazioni cliniche in campo oncologico e altre misure in materia sanitaria, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 86 del 14 aprile 1998;

Visto il provvedimento in data 17 gennaio 1997, con il quale, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, è stato istituito l'elenco dei medicinali innovativi la cui commercializzazione è autorizzata in altri Stati ma non sul territorio nazionale, dei medicinali non ancora autorizzati ma sottoposti a sperimentazione clinica e dei medicinali da impiegare per un'indicazione terapeutica diversa da quella autorizzata, da erogarsi a totale carico ed a cura del Servizio sanitario nazionale a soggetti che per la loro patologia non dispongono di valida alternativa terapeutica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997;

Visto il provvedimento 3 giugno 1999, di modificazione al succitato provvedimento 17 gennaio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 177 del 30 luglio 1999;

Visti altresì i propri provvedimenti concernenti l'inserimento nel suddetto elenco, dei medicinali Deferiprone, Intron A, Roferon A, L-arginina, Lysodren, Eloxatin, Epoxitin, Eprex, Eritrogen, Globuren, Temodal, Tetraidrobiopterina, Testolattone, Adagen, Mifepristone, Interferone alfa ricombinante, Interferone alfa naturale leucocitario n. 3, Octreotide, Trientine diidrocloridrato, Ciclosprina A, Ribavirina, pubblicati rispettivamente nelle *Gazzette Ufficiali* n. 24 del 30 gennaio 1997 e n. 102 del 5 maggio 1998, n. 237 del 10 ottobre 1997, n. 22 del 21 aprile 1999, n. 50 del 2 marzo 1999, n. 285 del 6 dicembre 1997, n. 92 del 21 aprile

1999, n. 58 dell'11 marzo 1998, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 282 del 2 dicembre 1992, n. 7 dell'11 gennaio 1999, n. 51 del 3 marzo 1999, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 137 del 14 giugno 1999, n. 258 del 3 novembre 1999, n. 297 del 20 dicembre 1999;

Atteso che, specialità medicinali a base di octretide seppur registrate per altre indicazioni, possono costituire una valida alternativa terapeutica per il trattamento dell'ipotensione ortostatica grave in disfunzioni generalizzate del sistema nervoso vegetativo;

Considerato che la spesa sostenuta nell'anno 1999, per i medicinali inseriti in elenco, è risultata essere di gran lunga inferiore al tetto fissato dalla legge;

Considerata necessaria una verifica periodica della spesa a consuntivo data la impossibilità di definire un preventivo di spesa attendibile, in mancanza di dati di incidenza della patologia di che trattasi;

Ritenuto opportuno consentire a soggetti affetti da tale patologia la prescrizione di detti medicinali a totale carico del Servizio sanitario nazionale;

Ritenuto necessario dettare le condizioni alle quali detti medicinali vengono inseriti nell'elenco di cui al citato provvedimento concernente l'istituzione dell'elenco stesso;

Vista la propria deliberazione assunta in data 25 gennaio 2000.

Dispone:

Art. 1.

Il medicinale OCTREOTIDE è inserito, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, nell'elenco istituito col proprio provvedimento citato in premessa.

Art. 2.

Il medicinale di cui all'art. 1, è erogabile a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai soggetti affetti da ipotensione ortostatica grave in disfunzioni generalizzate del sistema nervoso vegetativo che non possono avvalersi di valida alternativa terapeutica, nel rispetto delle condizioni per esso indicate nell'allegato 1 al presente provvedimento, sino a concorrenza della spesa stanziata.

Il presente provvedimento sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 aprile 2000

Il Ministro
Presidente della Commissione
BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 1º giugno 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 205

ALLEGATO 1

Denominazione: octreotide.

Indicazione terapeutica: ipotensione ortostatica grave in disfunzioni generalizzate del sistema nervoso vegetativo.

Criteri di inclusione: soggetti non responsivi alla terapia convenzionale o che presentino controindicazioni alla terapia cortisonica cronica.

Criteri di esclusione: ipersensibilità accertata all'octreotide od alla somatostatina; gravidanza; allattamento; età pediatrica.

Periodo di prescrizione a totale carico del Servizio sanitario nazionale: fino al nuovo provvedimento ministeriale.

Dati indicativi sul costo del trattamento: L. 2.086.000 al mese per paziente.

Altre condizioni particolari:

a) quelle previste dall'art. 5, commi 1 e 2, del provvedimento 17 gennaio 1997 concernente l'istituzione dell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi della predetta legge 23 dicembre 1996, n. 648;

b) la prescrizione viene effettuata da strutture specializzate ospedaliere od universitarie o di istituti di ricovero a cura a carattere scientifico, sulla base di un piano terapeutico predisposto dalle stesse; i pazienti ammessi al trattamento sono inseriti, presso tali strutture, in apposito registro in cui dati clinici sono aggiornati trimestralmente e trasmessi alla Commissione unica del farmaco unitamente al numero di pazienti che hanno iniziato e/o interrotto il trattamento, data di inizio e/o interruzione del trattamento, età, sesso, eventi avversi;

c) la dispensazione avviene tramite il servizio farmaceutico delle strutture prescrittici, ove possibile, oppure della azienda sanitaria locale di residenza; trimestralmente tali strutture trasmetteranno l'ammontare della relativa spesa al Ministero della sanità, Dipartimento per la valutazione dei medicinali e la farmacovigilanza.

d) sul costo vigente viene praticata la quota di sconto alle strutture pubbliche pari ad almeno il 50%.

Schema dei dati da inserire nel registro

	Prima del trattamento	3/6/9/12 mesi
1) Anamnesi, con particolare riguardo agli esami diagnostici eseguiti e i relativi risultati ed alle terapie prescritte, il loro esito e il motivo della eventuale inefficacia	+	
2) Misurazioni della P.A. in orto-clinostatismo e pre-postprandiale	+	+
3) Aggiornamento anamnestico sull'efficacia del trattamento		+
4) Eventi avversi		+

Se il trattamento è stato sospeso:

data della sospensione e durata effettiva del trattamento;

Motivi della sospensione:

efficacia insufficiente;

reazioni avverse;

altro.

00A7591

PROVVEDIMENTO 19 aprile 2000.

Inserimento del medicinale «Verteporfina» nell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, per la terapia fotodinamica della neovascolarizzazione coroideale subfoveale nella degenerazione maculare legata all'età.

LA COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, relativo alle misure per il contenimento della spesa farmaceutica e la determinazione del tetto di spesa per l'anno 1996, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 23 dicembre 1996;

Visto il decreto legislativo 29 maggio 1991, n. 178, concernente il recepimento delle direttive della Comunità economica europea in materia di specialità medicinali, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 139 del 15 giugno 1991.

Visto il decreto legislativo 18 febbraio 1997, n. 44, di attuazione della direttiva 93/39/CEE, che modifica le direttive 65/65/CEE, 75/318/CEE, 75/319/CEE relative ai medicinali, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 54 del 6 marzo 1997 - serie generale - n. 49/L;

Vista la legge 8 aprile 1998, n. 94, di conversione del decreto-legge 17 febbraio 1998, n. 23, recante disposizioni urgenti in materia di sperimentazioni cliniche in campo oncologico e altre misure in materia sanitaria, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 86 del 14 aprile 1998;

Visto il provvedimento in data 17 gennaio 1997, con il quale, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, è stato istituito l'elenco dei medicinali innovativi la cui commercializzazione è autorizzata in altri Stati ma non sul territorio nazionale, dei medicinali non ancora autorizzati ma sottoposti a sperimentazione clinica e dei medicinali da impiegare per un'indicazione terapeutica diversa da quella autorizzata, da erogarsi a totale carico ed a cura del Servizio sanitario nazionale a soggetti che per la loro patologia non dispongono di valida alternativa terapeutica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997;

Visto il provvedimento 3 giugno 1999, di modificazione al succitato provvedimento 17 gennaio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 177 del 30 luglio 1999;

Visti altresì i propri provvedimenti concernenti l'inserimento nel suddetto elenco, dei medicinali Deferiprone, Intron A, Roferon A, L-arginina, Lysodren, Eloxatin, Epoxitin, Eprex, Eritrogen, Globuren, Temodal, Tetraidrobiopterina, Testolattone, Adagen, Mifepristone, Interferone alfa ricombinante, Interferone alfa naturale leucocitario n. 3, Octreotide, Trientine diidrocloridrato, Ciclosprina A, Ribavirina, pubblicati rispettivamente nelle *Gazzette Ufficiali* n. 24 del 30 gennaio 1997 e n. 102 del 5 maggio 1998, n. 237 del 10 ottobre 1997, n. 22 del 21 aprile 1999, n. 50 del 2 marzo 1999, n. 285 del 6 dicembre 1997, n. 92 del 21 aprile 1999, n. 58 dell'11 marzo 1998 n. 133 del 9 giugno 1999, n. 282 del 2 dicembre 1992, n. 7 dell'11 gennaio 1999, n. 51 del 3 marzo 1999, n. 133 del 9 giugno 1999, n. 137 del 14 giugno 1999, n. 258 del 3 novembre 1999, n. 297 del 20 dicembre 1999;

Atteso che, specialità medicinali a base di verteporfina seppur non ancora registrate in Italia, possono costituire una valida alternativa terapeutica per la terapia fotodinamica della neovascolarizzazione coroideale subfoveale nella degenerazione maculare legata all'età.

Considerato che la spesa sostenuta nell'anno 1999, per i medicinali inseriti in elenco, è risultata essere di gran lunga inferiore al tetto fissato dalla legge;

Considerata necessaria una verifica periodica della spesa a consuntivo data la impossibilità di definire un preventivo di spesa attendibile, in mancanza di dati di incidenza della patologia di che trattasi;

Ritenuto opportuno consentire a soggetti affetti da tale patologia la prescrizione di detti medicinali a totale carico del Servizio sanitario nazionale;

Ritenuto necessario dettare le condizioni alle quali detti medicinali vengono inseriti nell'elenco di cui al citato provvedimento concernente l'istituzione dell'elenco stesso;

Vista la propria deliberazione assunta in data 9 febbraio 2000;

Dispone:

Art. 1.

Il medicinale VERTEPORFINA è inserito, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996 n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, nell'elenco istituito col proprio provvedimento citato in premessa.

Art. 2.

Il medicinale di cui all'art. 1, è erogabile a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai soggetti affetti da neovascolarizzazione coroideale subfoveale nella degenerazione maculare legata all'età che non possono avvalersi di valida alternativa terapeutica, nel rispetto delle condizioni per esso indicate nell'allegato 1 al presente provvedimento, sino a concorrenza della spesa stanziata.

Il presente provvedimento sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 aprile 2000

Il Ministro
Presidente della Commissione
BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 1º giugno 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 204

ALLEGATO 1

Denominazione: verteporfina;

visudyne (Ciba Vision).

Indicazione terapeutica: neovascolarizzazione coroideale subfoveale nella degenerazione maculare legata all'età.

Criteri di inclusione:

neovascolarizzazione prevalentemente classica;

visus pari ad almeno 1/10.

Criteri di esclusione: epatopatia grave; porfiria; gravidanza.

Periodo di prescrizione a totale carico del Servizio sanitario nazionale: fino al nuovo provvedimento ministeriale.

Dati indicativi sul costo del trattamento: L. 10.000.000 all'anno per paziente.

Altre condizioni particolari:

a) quelle previste dall'art. 5, commi 1 e 2, del provvedimento 17 gennaio 1997 concernente l'istituzione dell'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi della predetta legge 23 dicembre 1996, n. 648;

b) la prescrizione viene effettuata da strutture specializzate ospedaliere od universitarie o di istituti di ricovero a cura a carattere scientifico, sulla base di un piano terapeutico predisposto dalle stesse; i pazienti ammessi al trattamento sono inseriti, presso tali strutture, in apposito registro in cui dati clinici sono aggiornati trimestralmente e trasmessi alla Commissione unica del farmaco unitamente al numero di pazienti che hanno iniziato e/o interrotto il trattamento, data di inizio e/o interruzione del trattamento, età, sesso, eventi avversi;

c) la dispensazione avviene tramite il servizio farmaceutico delle strutture prescrittici; trimestralmente tali strutture trasmetteranno l'ammontare della relativa spesa al Ministero della sanità, Dipartimento per la valutazione dei medicinali e la farmacovigilanza.

Schema dei dati da inserire nel registro

	Prima del trattamento	3/6/9/12 mesi
1) Anamnesi	+	
2) Es. oftalmologico generale	+	+
3) Fluoroangiografia	+	+
4) Angiografia con verde di indocianina		+
5) Eventi avversi		+

Se il trattamento è stato sospeso:

data della sospensione e durata effettiva del trattamento.

Motivi della sospensione:

efficacia insufficiente;

reazioni avverse;

altro.

00A7592

PROVVEDIMENTO 19 aprile 2000.

Esclusione del medicinale «Deferiprone» dall'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648.

LA COMMISSIONE UNICA DEL FARMACO

Vista la legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, relativo alle misure per il contenimento della spesa farmaceutica e la determinazione del tetto di spesa per l'anno 1996, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 300 del 23 dicembre 1996;

Visto il proprio provvedimento in data 17 gennaio 1997, con il quale, ai sensi dell'art. 1, comma 4, del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536, convertito dalla legge 23 dicembre 1996, n. 648, è stato istituito l'elenco dei medicinali innovativi la cui commercializzazione è autorizzata in altri Stati ma non sul territorio nazionale, dei medicinali non ancora autorizzati ma sottoposti a sperimentazione clinica e dei medicinali da impiegare per un'indicazione terapeutica diversa da quella autorizzata da erogarsi a totale carico ed a cura del Servizio sanitario nazionale a soggetti che per la loro patologia non dispongono di una valida alternativa terapeutica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997;

Visti i propri provvedimenti datati 17 gennaio 1997 e 13 febbraio 1998 concernenti l'inserimento in detto elenco del medicinale «Deferiprone» per il trattamento della thalassemia con documentato sovraccarico di ferro, pubblicati rispettivamente nella *Gazzetta Ufficiale* n. 24 del 30 gennaio 1997 e n. 102 del 5 maggio 1998;

Considerato che con decreto UAC/C/N.95/2000 dell' 1 febbraio 2000 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 43 del 22 febbraio 2000 è stata autorizzata l'immissione in commercio della specialità medicinale Ferriprox per la stessa indicazione terapeutica che aveva determinato l'inserimento in elenco;

Vista la propria deliberazione assunta in data 7 marzo 2000.

Dispone:

Il medicinale DEFERIPRONE, di cui ai provvedimenti citati in premessa, è escluso dall'elenco dei medicinali erogabili a totale carico del Servizio sanitario nazionale istituito ai sensi della legge 23 dicembre 1996, n. 648, di conversione del decreto-legge 21 ottobre 1996, n. 536.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 19 aprile 2000

Il Ministro
Presidente della Commissione
BINDI

Registrato alla Corte dei conti il 1º giugno 2000
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 206

00A7593

MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

DECRETO 29 maggio 2000.

Modifica al disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore».

IL DIRIGENTE
CAPO DELLA SEZIONE AMMINISTRATIVA DEL COMITATO NAZIONALE PER LA TUTELA E LA VALORIZZAZIONE DELLE DENOMINAZIONI DI ORIGINE E DELLE INDICAZIONI GEOGRAFICHE TIPICHE DEI VINI E RESPONSABILE DEL PROCEDIMENTO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1963, n. 930, contenente le norme per la tutela delle denominazioni di origine dei vini;

Vista la legge 10 febbraio 1992, n. 164, recante nuova disciplina delle denominazioni di origine dei vini;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1994, n. 348, con il quale è stato emanato il regolamento recante la disciplina del procedimento di riconoscimento di denominazione di origine dei vini;

Vista la legge 16 giugno 1998, n. 1993, recante modifica all'articolo 7 della legge 10 febbraio 1992, n. 164;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 13 settembre 1999 sulla nuova denominazione del Ministero e del Ministro delle politiche agricole e forestali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 4 giugno 1971 con il quale è stata riconosciuta la denominazione di origine controllata dei vini «Lison-Pramaggiore» ed è stato approvato il relativo disciplinare di produzione;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica rispettivamente del 4 agosto 1971 e 2 settembre 1985 con i quali sono stati apportate modifiche al disciplinare di produzione della denominazione di origine controllata di che trattasi;

Vista l'istanza presentata dal «Consorzio vini D.O.C. Lison-Pramaggiore» intesa ad ottenere la modifica del disciplinare di produzione della suddetta denominazione;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini e la relativa proposta di modifica del disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata di che trattasi formulata dal Comitato medesimo, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 26 del 2 febbraio 2000;

Viste le osservazioni di carattere formale e sostanziale presentate dal «Consorzio vini a D.O.C. Lison-Pramaggiore» con nota del 2 marzo 2000 riguardanti specificatamente il disposto dell'art. 2, comma 2.2 del disciplinare medesimo;

Visto il parere integrativo espresso dal Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini che ha recepito le osservazioni presentate dal Consorzio sopra citato e la relativa proposta di disciplinare di produzione formulata dal Comitato medesimo, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 105 dell'8 maggio 2000;

Ritenuto, pertanto, doversi procedere alla modifica del disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore»;

Decreta:

Art. 1.

Il disciplinare di produzione dei vini a denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore», riconosciuto con decreto del Presidente della Repubblica 4 giugno 1971 e successive modifiche, è sostituito per intero dal testo annesso al presente decreto, le cui disposizioni entrano in vigore a decorrere dalla vendemmia 2000.

Art. 2.

I soggetti che intendono porre in commercio, a partire già dalla vendemmia 2000, i vini a denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore», provenienti da vigneti non ancora iscritti all'albo dei predetti vini, sono tenuti ad effettuare, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 15 della legge 10 febbraio 1992, n. 164, la denuncia dei rispettivi terreni vitati ai fini dell'iscrizione dei medesimi all'apposito Albo dei vigneti di detta denominazione di origine controllata entro trentacinque giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto.

Art. 3.

Chiunque produce, vende, pone in vendita o comunque distribuisce per il consumo vini con la denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore» è tenuto a norma di legge, all'osservanza delle condizioni e dei requisiti stabiliti nell'annesso disciplinare di produzione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 29 maggio 2000

Il dirigente: ANASTASIA

DISCIPLINARE DI PRODUZIONE DEI VINI DELLA DENOMINAZIONE DI ORIGINE CONTROLLATA "LISON PRAMAGGIORE"

Art. 1.

Denominazione

La denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» è riservata ai vini che rispondono alle condizioni e ai requisiti prescritti dal presente disciplinare di produzione per le seguenti, tipologie: Bianco, Rosso, Lison o Tocai italico (da Tocai friulano), Pinot bianco, Chardonnay, Pinot grigio, Riesling italico, Riesling (da Riesling Renano) Sauvignon, Verduzzo, Merlot, Malbech, Cabernet, Cabernet franc, Cabernet sauvignon, Refosco dal peduncolo rosso, classico, novello, frizzante, spumante e riserva.

Art. 2.

Base ampelografica

2.1. La denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» è riservata ai vini con una delle seguenti specificazioni:

Lison o Tocai italico o Tocai (da Tocai friulano);

Pinot bianco;

Chardonnay;

Pinot grigio;

Riesling italico;

Riesling (da Riesling Renano);

Sauvignon;

Verduzzo;

Merlot;

Malbech;

Cabernet;

Cabernet Franc;

Cabernet Sauvignon;

Refosco dal peduncolo rosso;

provenienti da vigneti costituiti per almeno l'85% dalle corrispondenti varietà di vitigno.

Possano inoltre concorrere, da sole o congiuntamente, le uve di altri vitigni a frutto di colore analogo, non aromatici, purché raccomandati e/o autorizzati nelle rispettive province di Venezia, Treviso e Pordenone.

2.2 La denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» con la specificazione del colore «bianco» è riservata ai vini prodotti con uve, mosti e vini provenienti dai vigneti di un unico ambito aziendale iscritti agli albi camerali nella seguente proporzione:

tocai friulano: dal 50 al 70%;

Possono, inoltre, concorrere alla produzione di detto vino da sole o congiuntamente e fino ad un massimo del 50%, le uve a bacca bianca elencate al comma 2.1 e iscritte ai rispettivi albi camerali.

La denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore con la specificazione del colore «rosso» (anche nella versione «novello») è riservata ai vini prodotti con uve, mosti e vini provenienti dai vigneti di un unico ambito aziendale, iscritti agli albi camerali nella seguente proporzione:

merlot : dal 50% al 70%;

Possono, inoltre, concorrere alla produzione di detto vino, da sole o congiuntamente e fino ad un massimo del 50%; le uve a bacca nera elencate al comma 2.1 e iscritte ai rispettivi albi camerali.

2.3. La denominazione di origine controllata «Lison Premaggiore» con la specificazione «Lison» o «Lison Classico», è riservata al vino bianco ottenuto dalla varietà Tocai Friulano per l'85%. Possono altresì concorrere alla produzione di detto vino, da sole o congiuntamente, le uve di altri vitigni a frutto di analogo colore, non aromatici, purchè rispettivamente raccomandati e/o autorizzati nelle province di Venezia, Treviso e Pordenone presenti nel vigneto, in misura non superiore al 15% delle viti.

La denominazione di origine controllata «Lison Premaggiore», con la specificazione «classico» per le tipologie Tocai o Lison, è riservata ai vini provenienti dalle zone delimitate all'art. 3 paragrafo 2.

2.4. Per la produzione del vino Cabernet possono concorrere, congiuntamente o disgiunuamente, le uve o i vini delle varietà di vitigno Cabernet Franc, Cabernet Sauvignon e (Carmenére-Cabernet). Inoltre potranno essere designati come Cabernet, le uve o i vini che, pur provenendo da vitigni iscritti all'albo delle varietà Cabernet Franc, Cabernet Sauvignon e (Carmenére-Cabernet) siano stati oggetto di scelta vendemmiale, evidenziando tale operazione nella denuncia delle uve, oppure mediante scelta di cantina, evidenziando in tal caso l'operazione nei registri di commercializzazione.

2.5 Per la produzione del vino Verduzzo possono concorrere, congiuntamente o disgiuntamente, uve, mosti o vini delle varietà di vitigno Verduzzo friulano e Verduzzo trevigiano.

Art. 3.

Zona di produzione

3.1 Le uve destinate alla produzione dei vini «Lisón-Pramaggiore» devono essere prodotte nella zona comprendente, nelle rispettive province, i seguenti territori amministrativi comunali:

provincia di Venezia: Annone Veneto, Cinto Caomaggiore, Gruaro, Fossalta di Portogruaro, Pramaggiore, Teglio Veneto, e parte del territorio dei comuni di Caorle, Concordia Sagittaria, Portogruaro, San Michele al Tagliamento, Santo Stino di Livenza;

provincia di Treviso: Meduna di Livenza e parte del territorio di Motta di Livenza;

provincia di Pordenone: Chions, Cordovado, Pravisdomini e parte dei territori di Azzano Decimo, Morsano al Tagliamento, Sesto al Reghena.

Tale zona di produzione delle uve, corrispondente a quella già descritta all'articolo 3 del disciplinare di produzione dei «Tocai di Lison» annesso al decreto del Presidente della Repubblica del 4 agosto 1971, è così delimitata: partendo dal fiume Tagliamento, all'altezza di Villanova Malafesta, la linea di delimitazione segue in direzione sud il confine della provincia di Venezia, che in gran parte coincide col Tagliamento stesso, fino alla confluenza con la litoranea veneta in prossimità del Pilone Bevazzana e del ponte girevole; segue ad ovest la litoranea veneta fino alla confluenza con il canale Lugugnana all'altezza di punta Miniscalchi; quindi la strada comunale che passa per c. Cava Foppe di Mondo e c. Lovi dove piega verso nord fino all'idrovora del Terzo bacino, segue sempre verso nord, per breve tratto, l'argine sinistro del canale dei Lovi quindi la strada che costeggia il terzo Bacino e Canton fino a Cà la Bernarda

La linea di delimitazione piega quindi verso ovest, segue per breve tratto il canale Lugugnana, il limite sud della località Cavrato e si congiunge con la strada che costeggia la bonifica Prati Nuovi seguendola verso sud fino ad incontrare il canale Loregolo.

Prosegue sempre verso sud lungo il suddetto canale fino alla confluenza con il canale dei Lovi in prossimità della idrovora del settimo Bacino (bonifica Prati Nuovi); segue il canale dei Lovi fino alla sua confluenza con il canale Cavanella; prosegue quindi in direzione ovest lungo il canale Cavanella, poi lungo il canale Baseleghe risalendo verso nord-ovest continua lungo il canale del Morto ed il canale degli Alberoni fino all'altezza di o. Combattenti; quindi lungo l'argine delle valli Perera e Zignago passando in prossimità di casa Vignati, aggira, escludendole, le bonifiche Gramelada e Battaglion, segue ora verso ovest la strada che passa in prossimità di case Lieche fino al ponte sul canale Viola in località Sindacale; di qui risale verso nord e poi verso est il canale Viola sino all'imbocco del canale S. Giacomo, prosegue lungo il canale S. Giacomo fino all'angolo di contato col canale Fossalon dopo aver attraversato la strada Fausta Km. 0,950) a nord di casa Borro.

La delimitazione piega verso sud lungo il canale Fossalon e Degan fino all'incontro con la strada consorziale che divide la località Acquador da Palù Crosere, passando per l'incrocio con viale Roma, prosegue lungo detta, strada consorziale fino all'incrocio con viale Zignago in prossimità di c. Macchinetta; volge quindi a sud-ovest lungo la strada che va ad incontrarsi, nei pressi di c. Alessandra, con la strada provinciale Portogruaro-Caorle; continua verso sud lungo la strada provinciale suddetta fino all'incrocio con la strada Fausta (Latisana-Punta Sabbioni) in prossimità del ponte girevole Sindacale; segue verso sud-ovest la strada Fausta fino al ponte Maranghetto e dal predetto ponte, verso sud-est lungo l'argine destro del canale Maranghetto e del canale Nicessolo fino all'altezza del canale del Miglio. Segue detto canale e successivamente l'argine della Valle Grande, della palude del Pedocchio e della Piscina toccando le quote 2 per immetersi sulla carrareccia che passa per case Falconera; attraversa la «Bocca Volta» e proseguendo verso sud sull'argine del canale Nicessolo giunge alla località Falconera in prossimità del porto. Devia verso sud-ovest seguendo la strada che passa a nord dell'abitato di Caorle, fino al ponte girevole sul canale della Saetta; continua verso sud lungo il canale della Saetta fino alla confluenza con il canale dell'Orologio ed alla confluenza di questo con il fiume Livenza, e per detto fiume verso nord, fino ad incontrare e seguire il canale Cammessera; continua lungo il canale Cammessera fino alla confluenza con il canale Livenza Morta in località Brian; segue quindi verso nord il canale Livenza Morta fino alla strada Fausta e poi la strada Fausta fino all'argine sinistro del fiume Livenza in località La Salute di Livenza; continua verso nord-ovest seguendo l'argine sinistro del fiume Livenza fino all'altezza di c. Casali (Meduna di Livenza); segue quindi il limite di provincia tra Treviso e Pordenone fino alla località Paludei; continua quindi lungo il limite di comune fra Pasiano di Pordenone e Pravisdomini fino ad incontrare il fiume Sile. Da questo punto la linea di delimitazione prosegue lungo il fiume Sile fino ad incontrare il limite di territorio tra i comuni di Chions e Fiume Veneto in prossimità di c. Marcuz; procede verso est seguendo il confine che delimita a nord il territorio dei comuni di Chions, Sesto al Reghena, Morsano al Tagliamento fino ad incontrare il fiume Tagliamento, che percorre verso sud seguendo il limite di confine del comune di Morsano al Tagliamento fino ad incontrare il limite della provincia di Venezia punto di partenza.

All'interno della zona così delimitata giace la bonifica del Loncon e delle Sette Sorelle che viene esclusa e i suoi confini sono i seguenti: partendo dalla confluenza del canale Fosson con il fiume Loncon la delimitazione procede verso sud lungo il fiume Loncon fino al ponte Bragato; continua a nord-est per la strada della Torba (fra la fossa della Torba e la fossa Possidenza) fino all'incontro con l'argine destro del fiume Lemene; di qui prosegue verso sud seguendo il fiume Lemene fino alla confluenza con il canale Maranghetto in prossimità del ponte Maranghetto; segue ad ovest il canale Maranghetto fino alla confluenza con il fiume Loncon, e successivamente fino alla sua confluenza con il canale fossa Bigai; continua lungo il canale fossa Bigai, passando dall'idrovora della bonifica Piva, fino all'altezza della strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle; da questo punto prosegue a nord lungo la strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle fino alla strada privata Palamin parallela al canale fossa Contarina di ponente; quindi procede a ovest lungo la strada privata Palamin fino all'incrocio con la strada consorziale perimetrale della bonifica delle Sette Sorelle; continua lungo la strada suddetta, passando in prossimità della scuola Corner, fino ad incontrare in canale Cernetta, e quindi, seguendo la strada parallela di destra al canale Cernetta, fino alla strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle che attraversa, per raggiungere e quindi seguire l'argine destro del canale Fosson fino alla sua confluenza con il fiume Loncon. La zona di Lemene; di qui prosegue verso sud seguendo il fiume Lemene fino alla confluenza con il canale Maranghetto in prossimità del ponte Maranghetto; segue ad ovest il canale Maranghetto fino alla confluenza con il fiume Loncon, e successivamente fino alla sua confluenza con il canale fossa Bigai; continua lungo il canale fossa Bigai, passando dall'idrovora della bonifica Piva, fino all'altezza della strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle; da questo punto prosegue a nord lungo la strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle fino alla strada privata Palamin parallela al canale fossa Contarina di ponente; quindi procede a ovest lungo la strada privata Palamin fino all'incrocio con la strada consorziale perimetrale della bonifica delle Sette Sorelle; continua lungo la strada suddetta, passando in prossimità della scuola Corner, fino ad incontrare in canale Cernetta, e quindi, seguendo la strada parallela di destra al canale Cernetta, fino alla strada provinciale S. Stino di Livenza-Caorle che attraversa, per raggiungere e quindi seguire l'argine destro del canale Fosson fino alla sua confluenza con il fiume Loncon.

3.2. Zona Lison-Pramaggiore Tocai o Lison «Classico».

La zona di produzione del vino a denominazione di origine controllata «Lison-Pramaggiore» Tocai o Lison designabile con la specificazione «Classico» di cui all'art. 2 paragrafo 4, comprende le seguenti frazioni:

Lison, Pradipozzo e Summaga, in comune di Portogruaro;

Belfiore, Blessaglia e Salvarolo, in comune di Pramaggiore;

Carline e Loncon, in comune di Annone Veneto, e parte del territorio amministrativo dei comuni di S. Stino di Livenza e Cinto Caomaggiore.

Tale zona di produzione delle uve, corrispondente a quella già descritta all'art. 7 del disciplinare di produzione del «Tocai di Lison», annesso al D.P.R. del 4 agosto 1971, è così delimitata: partendo dalla località "Noiare" la linea di delimitazione segue verso sud-ovest la strada comunale che si congiunge con la strada statale n. 14 in località Osteria del Trovatore; continua lungo la strada statale n. 14 sino al ponte all'altezza del Km. 59; prosectue verso sud lungo il limite di territorio tra i comuni di Concordia Sagittaria e Portogruaro, fino all'incontro con il canale Taù; segue il canale Taù per raggiungere il fiume Loncon in prossimità dell'idrovora dell'Agazzi; continua a nord-ovest verso il fiume Loncon fino alla confluenza con il canale Fosson.

Da questo punto la delimitazione risale prima il canale Fosson e poi il rio Fosson fino alla confluenza con il canale Melonetto, che segue fino ad incontrare la strada provinciale Annone Veneto-Belfiore; prosegue, verso nord, lungo la citata strada provinciale fino alla località Le Quattro Strade; quindi continua lungo la strada comunale che in località Boschetto incrocia la strada statale n. 53, segue verso nord-est la strada statale n. 53 fino al limite di confine di comune tra Annone Veneto e Pramaggiore (tra il km 104 e km 105). Da qui la linea di delimitazione segue, verso nord, il limite di comune tra Annone Veneto e Pramaggiore per incontrare il limite di provincia tra Venezia e Pordenone sul canale Scolo Stucciat, segue, prima verso nord poi a sud, detto limite di provincia, fino alla strada comunale la Stradatta che percorre, verso sud, fino all'incrocio con la strada provinciale Pramaggiore-Chions e continua verso Pramaggiore, lungo detta strada provinciale raggiungendo l'incrocio con il viale Europa, segue il viale Europa fino alla strada comunale via Bassa, che percorre fino all'incrocio con la strata provinciale Cinto Caomaggiore-Blessaglia; attraversata la suddetta strada provinciale prosegue lungo via Comugne fino all'incrocio con la strada comunale del Martignon segue la strada del Martignon per raggiungere l'incrocio con la strada comunale di Mazzalogo che percorre fino alla via Zamper, in località S. Biagio di Cinto Caomaggiore; volge quindi a sud lungo la strada comunale fino all'incrocio con la strada statale n. 53 che segue per breve tratto fino al bivio con la strada per S. Giusto. Da questo punto lungo la strada per S. Giusto, in località «Noiare», raggiunge il punto di partenza della delimitazione.

Art. 4.

Norme per la viticoltura

4.1. Condizioni naturali dell'ambiente.

Le condizioni ambientali e di coltura dei vigneti destinati alla produzione dei vini di cui all'art. 2, devono essere quelle tradizionali della zona di produzione e comunque atte a conferire alle uve ed ai vini derivati le specifiche caratteristiche di qualità.

Sono pertanto da considerarsi idonei, ai fini dell'iscrizione all'albo dei vigneti, unicamente i vigneti ubicati in terreni di origine sedimentaria-alluvionale e di medio impasto, tendenti all'argilloso ed allo sciolto, anche con presenza di concrezioni calcaree e/o di scheletro. Limitatamente alla zona a sud della strada provinciale che da Eraclea porta a Latisana, passando per la Salute di Livenza e per Lugugnana sono ammessi anche i terreni sabbioso-argillosi.

Sono invece da escludere i vigneti ubicati in terreni sabbioso-torbosi, ricchi di sostanza organica ed in quelli umidi o freschi, di risorgiva o soggetti ad allagamenti.

4.2. Forme di allevamento sesti d'impianto e potatura.

I sesti di impianto, le forme di allevamento ed i sistemi di potatura devono essere quelli generalmente usati o comunque atti a non modificare le caratteristiche delle uve e dei vini.

4.3. Forme di allevamento.

Sono ammesse esclusivamente le forme a controspalliera semplice o doppia.

4.4. Densità d'impianto.

I vigneti piantati dopo l'approvazione del presente disciplinare, dovranno avere un numero minimo di ceppi per ettaro non inferiore a 2500.

4.5. Irrigazione.

È esclusa ogni pratica di forzatura.

Tuttavia, è ammessa l'irrigazione di soccorso.

4.6. Resa a ettaro e gradazione minima naturale.

Le produzioni massime di uva per ettaro in coltura specalizzata delle varietà di viti destinate alla produzione dei vini di cui all'art. 2 e i rispettivi titoli alcolometrici volumici naturali minimi devono essere i seguenti:

Tipologia	Prod. max uva/ha Tonn.	Titolo alc. vol. nat. minimo
Tocai o Lison	12	10.00
Pinot bianco	13	10.50
Chardonnay	13	10.50
Pinot grigio	13	10.50
Riesling italico e Riesling (da Riesling Renano)	12	10.00
Sauvignon	13	10.50
Verduzzo	13	10.00
Merlot	13	10.50
Malbech	13	10.00
Cabernet	12	10.00
Cabernet Franc	12	10.00
Cabernet Sauvignon	12	10.50
Refosco dal peduncolo rosso	12	10.00
Tocai o Lison con la specificazione «Classico»	12	10.50

4.7. Superi di produzione.

Nelle annate favorevoli, i quantitativi di uva ottenuti da destinare alla produzione del vino a denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore», devono essere riportati nei limiti di cui sopra purché la produzione globale non superi del 20% i limiti medesimi, fermo restando i limiti resi uva/vino per i quantitativi di cui trattasi.

4.8. Riduzione straordinaria delle rese.

I presidenti delle giunte regionali del Veneto e del Friuli Venezia-Giulia, su richiesta motivata delle categorie interessate, allo scopo di tutelare l'immagine dei sopra menzionati vini, possono, con proprio decreto da emanarsi ogni anno nel periodo immediatamente precedente la vendemmia, ridurre i quantitativi di uva per ettaro ammessi alla certificazione DOC rispetto a quelli fissati, dandone immediata comunicazione al Ministero delle politiche agricole e forestali - Comitato nazionale per la tutela delle denominazioni d'origine dei vini, ed alle Camere di commercio di Venezia, Treviso e Pordenone.

4.9. Limiti particolari.

Le uve dei vini destinati alla produzione dei tipi spumanti potranno avere un titolo alcolometrico volumico minimo naturale del 9,5% vol., purché la destinazione delle uve atte ad essere elaborate, vanga espressamente indicata nella denuncia annuale delle uve.

Le uve destinate alla produzione dei vini «Lison Pramaggiore» Rosso, Cabernet, Cabernet Franc, Cabernet Sauvignon e Merlot nel tipo «riserva» devono assicurare un titolo alcolometrico volumico minimo di almeno l'11.00% vol.

4.10. Andamento climatico sfavorevole.

In annate con andamenti climatici particolarmente sfavorevoli è ammessa, con provvedimenti dei presidenti delle giunte regionali, adottati secondo le procedure di cui all'art. 10 della legge n. 164/1992 e al precedente comma 8, la riduzione del titolo alcolometrico volumico naturale minimo delle uve destinate alla produzione dei vini di cui alla presente denominazione.

Art. 5.

Norme per la vinificazione e per le elaborazioni particolari

5.1. Pratiche ammesse.

Nella vinificazione sono concesse tutte le pratiche enologiche ammesse dalla legislazione nazionale e comunitaria.

5.2. Zona di vinificazione.

Le operazioni di vinificazione, ivi compreso l'invecchiamento obbligatorio, devono essere effettuate nell'interno della zona di produzione delimitata all'art. 3. Tuttavia, tenuto conto delle situazioni tradizionali, è consentito che tali operazioni vengano effettuate nell'intero territorio dei comuni, anche se soltanto in parte compresi nella zona di produzione delle uve, nonché dei seguenti comuni:

provincia di Venezia: Torre di Mosto, Ceggia, Eraclea, Jesolo, S. Donà di Piave, Noventa di Piave e Meolo;0

provincia di Treviso: Cessalto, Chiarano, Gorgo al Monticano, Salgareda, Giarine, Mansué, Prortobuffolè e Oderzo;

provincia di Pordenone: Fiume Veneto, Pasiano di Pordenone, Porcia, Pordenone e Prata di Pordenone, Casarsa della Delizia e S. Vito al Tagliamento;

provincia di Udine: Latisana, Bertiolo, Codroipo.

5.3. Autorizzazioni speciali.

È tuttavia facoltà del Ministero delle politiche agricole e forestali, sentito il parere delle regioni competenti per territorio, autorizzare le suddette operazioni per la produzione dei vini a denominazione d'origine controllata «Lison Pramaggiore», anche al di fuori delle aree previste dai commi precedenti e comunque entro i confini delle province di Venezia, Treviso, Pordenone e Udine, sempre che le ditte richiedenti singole o associate, dimostrino la proprietà diretta o del proprio socio, dei vigneti regolarmente iscritti all'albo camerale alla data di pubblicazione del presente decreto.

5.4. Rese in vino.

La resa massima dell'uva in vino non deve essere superiore al 70% per tutti i vini. Per le rese fino al limite massimo del 75%, il 70% sarà considerato vino a denominazione di origine controllata ed il rimanente 5% non avrà diritto alla denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore»; qualora la resa uva/vino superi il 75% decade il diritto alla denominazione di origine controllata per tutto il prodotto.

5.5. Tipologia spumante.

I mosti o i vini a denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore», con i nomi di una delle seguenti specificazioni: Pinot Bianco, Chardonnay, Pinot Grigio e Riesling possono essere elaborati nella versione spumante e devono essere ottenuti esclusivamente per rifermentazione naturale.

I vini a denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» elaborato nella versione spumante, può essere posta in commercio nei tipi «extra brut», «brut», «extra dry», «dry» o «demi-sec».

5.6. Tipologia frizzante.

I mosti o i vini a denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» con i nomi dalle seguenti specificazioni: Verduzzo, Chardonnay e Pinot Bianco, possono essere elaborati nella versione frizzante e devono essere ottenuti esclusivamente per rifermentaziane naturale.

Detti vini, qualificati come frizzanti devono essere immessi al consumo con un residuo zuccherino espresso in grammi/litro compreso tra 10 e 40 per il Verduzzo e non superiore a 20 per tutti gli altri.

L'elaborazione dei vini spumanti e dei vini frizzanti può avvenire all'interno delle provincie di Venezia, Treviso, Pordenone e Udine.

5.7. Tipologia rosato.

La tipologia Merlot rosato è ottenuta dalla spremitura soffice e da un breve periodo di macerazione, al fine di assicurare al vino una giusta tonalità di colore.

5.8. Tipologia dolce.

Le uve della varietà Verduzzo friulano, possono essere destinate anche alla produzione della tipologia dolce. Per tale scopo, devono essere sottoposte ad appassimento sia naturale, sia con sistemi di forzatura che comunque non consentano di superare le temperature dell'appassimento naturale. Al momento della vinificazone che deve avvenire entro il 31 dicembre di ogni anno, devono garantire un titolo alcolometrico volumico potenziale minimo di 13% vol. La resa massima dell'uva fresca in vino, non deve superare il 60%.

5.9. Correzioni e colmatura.

È consentita l'arricchimento dei mosti e dei vini di cui all'art. 2, nei limiti stabiliti dalle norme comunitarie e nazionali, con mosto concentrato, mosto concentrato rettificato, a mezzo concentrazione a freddo o altre tecnologie consentite. È ammessa la colmatura con un massimo del 5% di altri vini dello stesso colore e della stessa annata aventi diritto alla denominazione d'origine controllata «Lison Pramaggiore».

Art. 6.

Caratteristiche al consumo

I vini di cui all'art. 2 all'atto dell'immissione al consumo devono rispondere alle seguenti caratteristiche:

Lison - Pramaggiore bianco:

colore: giallo paglierino con riflessi verdognoli e talvolta dorati;

odore: fine, gradevole;

sapore: asciutto, talvolta morbido con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Tocai o Lison:

colore: giallo paglierino più o meno carico con riflessi verdognoli e talvolta dorati;

odore: caratteristico, gradevole;

sapore asciutto, vellutato con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol, nella specificazione «classico» 11,50% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Pinot bianco:

colore: giallo paglierino più o meno carico;

odore: fine caratteristico, tendente al fruttato;

sapore: asciutto. talvolta morbido e vellutato con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Chardonnay:

colore: giallo paglierino più o meno carico;

odore: fino, caratteristico ed elegante;

sapore: asciutto, talvolta morbido, fine ed invitante con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Pinot grigio:

colore: da giallo paglierino ad ambrato con riflessi ramati;

odore: delicato, caratteristico, fruttato;

sapore: asciutto, armonico, caratteristico con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Riesling italico:

colore: giallo paglierino;

odore: delicato, leggermente aromatico;

sapore: secco gradevolmente acidulo con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Riesling (da Riesling renano):

colore: giallo paglierino più o meno carico;

odore: fine, delicato, leggermente aromatico;

sapore: secco piacevolmente acidulo con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto: 16 g/l.

Sauvignon:

colore: giallo paglierino, tavolta paglierino dorato;

odore: gradevole tipicamente aromatico;

sapore: asciutto e vellutato con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Verduzzo:

colore: giallo paglierino e giallo dorato;

odore: delicato tavdlta con sentore floreale;

sapore: asciutto o amabile con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Verduzzo dolce:

colore: giallo dorato più o meno intenso talvolta ambrato;

odore: delicato, fine gradevole;

sapore: dolce, caldo, armonico con eventuale percezione gradevole di legno;

gradazione alcolica minima svolta: 11% vol.; gradazione alcolica minima complessiva: 14% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 16 g/l.

Lison - Pramaggiare rosso:

colore: rosso rubino anche intenso se giovane, tendente al granato se invecchiato;

odore: vinoso, intenso e gradevole;

sapore: asciutto, armonico, con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol. per la qualificazione Riserva: 12% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l.

Lison - Pramaggiore novello:

colore: rubino;

odore: fruttato, vinoso;

sapore: sapido, caratteristico;

titolo alcolometrica volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 18 g/l.

Merlot:

colore: rosso rubino se giovane, tendente al granato con l'in vecchiamento, rosato nella tipologia specifica;

odore: vinoso, intenso, caratteristico;

sapore: asciutto, talvolta vellutato, giustamente tannico e aromatico, con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol. pe la qualificazione Riserva: 12% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 18 g/l;

per la qualificazione Riserva: 20 g/l.

Malbech:

colore: rosso rubino vivo, tendente al granato se invecchiato

odore: vinoso, caratteristico;

sapore: asciutto, pieno, talvolta morbido con eventuale perce zione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l.

Cabernet:

colore: rosso rubino intenso, oppure con riflessi granati se invecchiato;

odore: vinoso, caratteristico;

sapore: asciutto, pieno, arbaceo e armonico, con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.; per la qualificazione Riserva: 12% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l.

Cabernet Franc:

colore: rosso rubino intenso, tendente al granato con l'invecchiamento;

odore: vinoso, caratteristico e persistente;

sapore: asciutto, pieno, austero se invecchiato, con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.; per la qualificazione Riserva: 12% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l;

Cabernet Sauvignon:

colore: rosso rubino anche intenso, con riflessi granati se invecchiato;

odore: vinoso, caratteristico;

sapore: asciutto, pieno, e austero con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.; per la qualificazione Riserva: 12% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l.

Refosco dal Peduncolo rosso:

colore: rosso intenso con riflessi violacei, granati se invecchiato;

odore: vinoso e caratteristico;

sapore: asciutto, pieno con eventuale percezione gradevole di legno;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11,50% vol.;

acidità totale minima: 4,5 g/l;

estratto secco netto minimo: 20 g/l.

I vini «Lison Pramaggiore» qualificati come spumanti (Pinot bianco, Chardonnay, Pinot grigio, Riesling), all'atto dell'immissione al consumo, devono presentare le seguenti caratteristiche:

spuma: fine e persistente;

colore: giallo paglierino più o meno intenso;

odore: caratteristico;

sapore: sapido, armonico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale: 5 g/l;

estatto secco netto minimo: 14 g/l.

I vini «Lison Pramaggiore» qualificati come frizzanti (Verduzzo, Chardonnay e Pinot Bianco), all'atto dell'immissione al consumo, devono presentare le seguenti caratteristiche:

spuma: fine e persistente;

colore: giallo paglierino più o meno intenso;

odore: caratteristico;

sapore: sapido, armonico;

titolo alcolometrico volumico totale minimo: 11% vol.;

acidità totale: 5 g/l;

estratto secco netto minimo: 14 g/l.

E' facoltà del Ministero delle Politiche Agricole e Forestali modificare, con proprio decreto, i limiti dell'acidità e dell'estratto secco.

Art. 7.

Designazioni speciali

7.1. Qualificazione riserva.

La qualificazione aggiuntiva Riserva, può essere utilizzata per i vini aventi le caratteristiche previste all'art. 4, comma 9, e immessi al consumo dopo un periodo minimo di invecchiamento non inferiore a 2 anni, a partire dal 1° novembre dell'annata di produzione delle uve.

7.2. Località.

Per i vini a denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» è consentito altresì l'uso di indicazioni geografiche e toponomastiche che facciano riferimento a unità amministrative, frazioni, aree zone e località dalle quali effettivamente provengono le uve da cui il vino così qualificato è stato ottenuto, alle condizioni previste dal decreto ministeriale 22 aprile 1992.

Art. 8.

Etichettatura designazione e presentazione.

8.2. Annata.

I vini a denominazione di origine «Lison Pramaggiore» in fase di commercializzazione possono facoltativamente riportate l'annata di produzione in etichetta e nel qual caso anche nella documentazione prevista dalla specifica normativa.

L'uso dell'annata è invece obbligatoria per le tipologie «Lison - Pramaggiore» «rosso» «bianco» e «novello» per i vini che si fregiano della qualificazione «Riserva» e della specificazione «Classico».

8.3. Volumi nominali tappatura e recipienti.

Per i vini denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore», qualora siano immessi al consumo in contenitori inferiori ai 3 litri, è obbligatorio l'utilizzo delle tradizionali bottiglie di vetro ed è fatto divieto di usare chiusure di tipo: corona, strappo e vite.

8.4. Uso di chiusure speciali.

Per tutte le tipologie confezionate in recipienti di contenuto fino a litri 0,250, 0,375 è, tuttavia, ammesso l'uso del tappo vite.

8.5. Limitazioni per alcune tipologie.

Per i vini a denominazione d'origine controllata «Lison Pramaggiore» «rosso», «bianco» e «novello», nonché per i vini che si fregiano della qualificazione «Riserva» e della specificazione «Classico», all'atto dell'immissione al consumo è fatto obbligo di confezionare il prodotto unicamente in bottiglie di vetro di capacità non superiore a litri 0,75.

Tuttavia, limitatamente alle tipologie riportate nel presente paragrafo, è consentito l'utilizzo di tradizionali bottiglie di vetro della capacita da litri 1,5 a litri 5, utilizzando per queste esclusivamente chiusure in sughero raso bocca.

Art. 9.

Divieti

È vietato usare assieme alla denominazione di origine controllata «Lison Pramaggiore» qualsiasi specificazione e qualificazione aggiuntiva diversa da quelle previste dal presente disciplinare, ivi compresi gli aggettivi «superiore», «extra fine», «fine», «scelto», «selezionato» e similari.

00A7143

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

REGIONE LIGURIA

DECRETO 19 maggio 2000.

Nulla-osta al trasferimento alla ditta Santa Vittoria S.r.l. della concessione mineraria denominata «Fontana Fredda», in Montegrosso Pian Latte.

IL DIRIGENTE
DEL DIPARTIMENTO ECONOMIA E LAVORO

Vista la legge regionale dell'11 agosto 1977, n. 33 e successive modificazioni e integrazioni;

Vista la propria deliberazione n. 2840 del 29 maggio 1981, con la quale è stata rilasciata la concessione di acqua minerale denominata «Fontana Fredda» alla ditta Sorgente Santa Vittoria S.a.s., successivamente trasformata in Sorgente Santa Vittoria S.r.l, per un periodo di venti anni;

Vista la propria deliberazione n. 4838 del 28 novembre 1997, con la quale la ditta Sorgente Santa Vittoria S.r.l., è stata autorizzata a proseguire l'imbottigliamento dell'acqua minerale captata nell'ambito della concessione «Fontana Fredda» nello stabilimento produttivo di Pornassio (Imperia) - loc. Castello, in vari contenitori e formati, con la denominazione «Nuova S. Vittoria»;

Vista l'istanza 16 febbraio 2000, con la quale la ditta Sorgente Santa Vittoria S.r.l., con sede in Pornassio (Imperia) - loc. Castello (cod. fisc. 00110100088), ha richiesto il nulla-osta al trasferimento della citata concessione di acqua minerale e delle relative autorizzazioni sanitarie per l'imbottigliamento delle acque ivi captate, alla ditta Santa Vittoria S.r.l., con sede in Pornassio (Imperia) - loc. Castello (codice fiscale 01253140089);

Constatata la regolarità delle procedure di cui alla legge 7 agosto 1990, n. 241, e della legge regionale 6 giugno 1991, n. 8, mediante pubblicazione della istanza 16 febbraio 2000 all'albo pretorio dei comuni di Montegrosso Pian Latte e Pornassio, rispettivamente dal 4 aprile 2000 e dal 6 aprile 2000, per quindici giorni consecutivi senza che siano pervenute osservazioni alcune;

Considerato che in data 3 marzo 2000 la prefettura di Genova ha comunicato — a norma del decreto legislativo n. 490 dell'8 agosto 1994 — che a carico sia della ditta Santa Vittoria S.r.l, sia dei componenti l'organo di amministrazione e persone conviventi, non sussistono cause di divieto o di sospensione dei provvedimenti previsti dalla normativa antimafia;

Ritenuto di accogliere la richiesta relativa al nulla-osta al trasferimento della concessione di acqua minerale denominata «Fontana Fredda», nonché alla volturazione delle autorizzazioni sanitarie per l'imbottigliamento delle acque ivi captate, in quanto la subentrante ditta Santa Vittoria S.r.l. possiede capacità tecnica ed economica per condurre l'impresa in relazione ai lavori programmati ed al loro prevedibile sviluppo ed intende attuare il programma di sfruttamento minerario predisposto oltre a incrementare, razionalizzando gli interventi, la produzione di acqua minerale nello stabilimento di imbottigliamento, disponendo, altresì, delle attrezzature ed impianti già in uso nella concessione stessa e nello stabilimento di imbottigliamento;

Decreta:

1) Alla ditta Sorgente Santa Vittoria S.r.l, con sede in Pornassio (Imperia) - loc. Castello (codice fiscale 00110100088), titolare della concessione di acqua minerale denominata «Fontana Fredda», è concesso il nulla-osta al trasferimento della concessione medesima alla ditta Santa Vittoria S.r.l., con sede in Pornassio (Imperia) - loc. Castello (codice fiscale 01253140089), e contestualmente è autorizzata la volturazione in capo alla ditta Santa Vittoria S.r.l. delle autorizzazioni ad imbottigliare e vendere acqua minerale rilasciate alla Sorgente Santa Vittoria S.r.l.

2) La predetta ditta Santa Vittoria S.r.l. è tenuta:

a) a corrispondere alla regione Liguria la tassa sulle autorizzazioni a trasferire la concessione per la coltivazione di giacimenti di acque minerali, pari a L. 1.614.000;

b) ad uniformarsi a tutti gli obblighi e le prescrizioni contenute nella deliberazione della giunta regionale n. 2840, del 29 maggio 1981, con la quale è stata rilasciata - per un periodo di anni venti - la concessione per lo sfruttamento dell'acqua minerale «Fontana Fredda»;

c) ad uniformarsi a tutti gli obblighi e le prescrizioni contenute nella deliberazione della giunta regionale n. 4838, del 28 novembre 1997, con la quale è stata autorizzata la prosecuzione dell'imbottigliamento dell'acqua minerale captata nell'ambito della concessione «Fontana Fredda» nello stabilimento produttivo di Pornassio (Imperia) - loc. Castello, in vari contenitori e formati, con la denominazione «Nuova S. Vittoria»;

d) predispone nuove etichette in conformità all'art. 11 del decreto legislativo 25 gennaio 1992, n. 105, nonché al decreto del dirigente generale del Ministero della sanità - Dipartimento della prevenzione, ufficio IX - datato 30 dicembre 1999, con il quale è stato confermato il riconoscimento dell'acqua minerale «Nuova Santa Vittoria».

L'autorizzazione è rilasciata senza pregiudizio degli eventuali diritti di terzi.

Avverso il presente provvedimento potrà essere presentato ricorso, a norma dell'art. 5, punto 3, della legge regionale 6 giugno 1991, n. 8, entro sessanta giorni dall'avvenuta comunicazione, presso il tribunale amministrativo regionale della Liguria, ovvero entro centoventi giorni al Presidente della Repubblica.

Il presente provvedimento sarà pubblicato, nel bollettino ufficiale della regione Liguria e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Genova, 19 maggio 2000

Il dirigente: SOLE

00A7594

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA GIUSTIZIA

Comunicato relativo alla ripubblicazione del testo del decreto-legge 28 marzo 2000, n. 70, coordinato con la legge di conversione 26 maggio 2000, n. 137, recante: «Disposizioni urgenti per il contenimento delle spinte inflazionistiche».

La ripubblicazione del testo del decreto-legge 28 marzo 2000, n. 70 (in *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 73 del 28 marzo 2000), coordinato con la legge di conversione 26 maggio 2000, n. 137 (in *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 122 del 27 maggio 2000), recante: «Disposizioni urgenti per il contenimento delle spinte inflazionistiche», corredato delle relative note, prevista per il 15 giugno 2000, per motivi tecnici è rinviata e sarà effettuata nella *Gazzetta Ufficiale* del 22 giugno 2000.

00A7656

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Tassi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo secondo le procedure stabilite nell'ambito del Sistema europeo delle Banche centrali e comunicati dalla Banca d'Italia, adottabili, fra l'altro, dalle Amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 21 del decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1994, n. 367.

Cambi del giorno 14 giugno 2000

Valuta	Cambio
Dollaro USA	0,9636
Yen giapponese	102,52
Dracma greca	336,35
Corona danese	7,4620
Corona svedese	8,2185
Sterlina	0,64020
Corona norvegese	8,2485
Corona ceca	36,045
Lira cipriota	0,57511
Corona estone	15,6466
Fiorino ungherese	259,74
Zloty polacco	4,2405
Tallero sloveno	206,9268
Franco svizzero	1,5651
Dollaro canadese	1,4168
Dollaro australiano	1,5996
Dollaro neozelandese	2,0288
Rand sudafricano	6,7097

N.B. — Tutte le quotazioni sono determinate in unità di valuta estera contro 1 euro. Si ricorda che il tasso irrevocabile di conversione LIRA/EURO è ***1936,27.***

00A7657

MINISTERO DELL'INTERNO

Nuova denominazione della parrocchia «Purificazione di Maria Vergine», in Pietra Ligure

Con decreto del Ministro dell'interno in data 31 maggio 2000, la parrocchia «Purificazione di Maria Vergine», con sede in Pietra Ligure (Savona), ha assunto la nuova denominazione di parrocchia «N. S. del Soccorso», sempre con sede in Pietra Ligure (Savona).

00A7584

Riconoscimento della personalità giuridica della fondazione «San Girolamo Emiliani della provincia romana dei chierici regolari somaschi», in Ariccia.

Con decreto del Ministro dell'interno in data 22 maggio 2000, viene riconosciuta la personalità giuridica della fondazione «San Girolamo Emiliani della provincia romana dei chierici regolari somaschi», con sede in Ariccia (Roma).

00A7583

182º Aggiornamento del Catalogo nazionale delle armi comuni da sparo

Il Ministero dell'interno rende noto che, ai sensi e per gli effetti dell'art. 4 del decreto ministeriale 16 settembre 1977, n. 50.262/10.C.N./B, sono stati iscritti nel Catalogo nazionale delle armi comuni da sparo, pubblicato nel supplemento straordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 268 del 29 settembre 1979, del 7 dicembre 1999 n. 287, del 25 gennaio 2000, n. 19, e i successivi aggiornamenti pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* n. 287/79, n. 323/79, n. 335/79, n. 46/80, n. 75/80, n. 125/80, n. 155/80, n. 160/80, n. 198/80, n. 220/80, n. 264/80, n. 327/80, n. 28/81, n. 180/81 (supplemento ordinario), n. 223/81 (supplemento ordinario), n. 289/81, n. 326/81 (supplemento ordinario), n. 351/81, n. 58/82, n. 108/82, n. 126/82, n. 160/82, n. 193/82, n. 221/82, n. 130/83, n. 164/83, n. 193/83, n. 220/83, n. 234/83, n. 247/83, n. 317/83, n. 337/83, n. 356/83, n. 22/84, n. 57/84, n. 101/84, n. 140/84, n. 165/84, n. 282/84, n. 293/84, n. 312/84, n. 347/84, n. 35/85, n. 76/85, n. 90/85, n. 136/85, n. 161/85, n. 190/85, n. 222/85, n. 252/85, n. 295/85, n. 16/86, n. 48/86, n. 77/86, n. 108/86, n. 130/86, n. 166/86, n. 191/86, n. 244/86, n. 264/86, n. 280/86, n. 4/87, n. 35/87, n. 52/87, n. 98/87, n. 113/87, n. 135/87, n. 161/87, n. 222/87, n. 256/87, n. 1/88, n. 17/88, n. 71/88, n. 97/88, n. 169/88, n. 194/88, n. 260/88, n. 9/89, n. 31/89, n. 75/89, n. 94/89, n. 124/89, n. 151/89, n. 240/89, n. 263/89, n. 284/89, n. 7/90, n. 31/90, n. 56/90, n. 77/90, n. 105/90, n. 144/90, n. 168/90, n. 182/90, n. 232/90, n. 268/90, n. 18/91, n. 68/91, n. 104/91, n. 138/91, n. 161/91, n. 213/91, n. 270/91, n. 299/91, n. 17/92, n. 41/92, n. 70/92, n. 109/92, n. 124/92, n. 158/92, n. 184/92, n. 214/92, n. 252/92, n. 301/92, n. 23/93, n. 51/93, n. 94/93, n. 121/93, n. 145/93, n. 170/93, n. 197/93, n. 213/93, n. 258/93, n. 276/93, n. 289/93, n. 84/94, n. 109/94, n. 129/94, n. 176/94, n. 197/94, n. 219/94, n. 279/94, n. 2/95, n. 147/95, n. 171/95, n. 190/95, n. 274/95, n. 295/95, n. 20/96, n. 49/96, n. 80/96, n. 103/96, n. 154/96, n. 178/96, n. 203/96, n. 220/96, n. 296/96, n. 21/97, n. 42/97, n. 59/97, n. 95/97, n. 106/97, n. 128/97, n. 148/97, n. 201/97, n. 212/97, n. 290/97, n. 27/98, n. 64/98, n. 114/98, n. 135/98, n. 145/98, n. 178/98, n. 222/98, n. 256/98, n. 292/98, n. 19/99, n. 45/99, n. 71/99, n. 119/99, n. 133/99, n. 183/99, n. 203/99, n. 215/99, n. 231/99, n. 56/2000, n. 69/2000 e n. 100/2000 i sottonotati modelli con l'indicazione, per ciascuno di essi, del numero di Catalogo e del relativo decreto:

N. 12219 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.3098/C/80 in data 17 maggio 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE
Denominazione: "NORINCO" MOD. SKS
Calibro: mm 7,62 x 39
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: 5
Lunghezza delle canne: mm 420
Lunghezza dell'arma: mm 920
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO
Stato o Stati in cui è prodotta: CINA
Stato o Stati da cui è importata: CINA
Presentatore: REGGIANI SILVIO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "THE FOUR COMPANY S.P.A."
Classe: C 7
Nota: L'arma è dotata di baionetta ripieghevole.

N. 12220 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2583/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "BERETTA" MOD. 84 BDA
Calibro: mm 9 SHORT (.380 AUTO)
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 13
Lunghezza delle canne: mm 97
Lunghezza dell'arma: mm 172
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA E DOPPIA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: MAURIZIO ROMAN DIRETTORE GENERALE DELLA DITTA "PIETRO BERETTA S.P.A."
Classe: C 1

N. 12221 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.506/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA LANCIASIRINGHE
Denominazione: "MULTIPROPULSEURS" MOD. BERGERON JET
Calibro: mm 5,6 A SALVE
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ======
Lunghezza delle canne: mm 450
Lunghezza dell'arma: mm 630
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: FRANCIA
Stato o Stati da cui è importata: FRANCIA
Presentatore: BARATTIN SILVANO IMPORTATORE DELL'ARMA
Classe: C 13

N. 12222 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.807/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "S.T.I. INTERNATIONAL" MOD. UNIVERSAL SHOOTING ACCADEMY
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 16
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 225
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: PATRIA GIORGIO TITOLARE DELLA DITTA "A.P.G. ARMERIA PATRIA GIORGIO"
Classe: C 1

N. 12223 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.268/C/94 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "BRIGNOLI SILVIO" MOD. LS 40
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 6
Lunghezza delle canne: mm 87
Lunghezza dell'arma: mm 178
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: BRIGNOLI SILVIO TITOLARE DELLA DITTA "BRIGNOLI SILVIO"
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica: "BRIGNOLI SILVIO" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, STI INTERNATIONAL

N. 12224 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.268/C/94 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "BRIGNOLI SILVIO" MOD. LS 9
Calibro: mm 9 x 21 I.M.I.
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 7
Lunghezza delle canne: mm 87
Lunghezza dell'arma: mm 178
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: BRIGNOLI SILVIO TITOLARE DELLA DITTA "BRIGNOLI SILVIO"
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "BRIGNOLI SILVIO" possono comparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, STI INTERNATIONAL.

N. 11225 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.10950/C/91 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "TOP GUN" MOD. TG 900
Calibro: mm 5,6 x 57
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: ====
Lunghezza delle canne: mm 610
Lunghezza dell'arma: mm 1110
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: MANFREDINI GIANFRANCO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "TOP GUN PRECISION CENTER S.N.C."
Classe: C 5

N. 11226 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.10950/C/91 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "TOP GUN" MOD. Z 602 LAPUA
Calibro: mm 9,3 x 62
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: 4
Lunghezza delle canne: mm 580
Lunghezza dell'arma: mm 1120
Funzionamento: A RIPETIZIONE SEMPLICE (ORDINARIA)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: MANFREDINI GIANFRANCO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "TOP GUN PRECISION CENTER S.N.C."
Classe: C 6

N. 12227 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.326/C/94 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "HENRY ATKIN" MOD. EXPRESS
Calibro: .450-400 NITRO EXPRESS
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 660
Lunghezza dell'arma: mm 1070
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui fu prodotta: INGHILTERRA
Stato o Stati da cui è importata: INGHILTERRA
Presentatore: FLAVIO FARE' RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FARE' DI FLAVIO FARE'
Classe: C 5

N. 12228 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.326/C/94 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE
Denominazione: "WESTLEY RICHARDS" MOD. STALKER
Calibro: .425 WESTLEY RICHARDS MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: 4
Lunghezza delle canne: mm 655
Lunghezza dell'arma: mm 1175
Funzionamento: A RIPETIZIONE SEMPLICE (ORDINARIA)
Stato o Stati in cui fu prodotta: INGHILTERRA
Stato o Stati da cui è importata: INGHILTERRA
Presentatore: FLAVIO FARE' RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FARE' DI FLAVIO FARE"
Classe: C 6

N. 12229 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.475/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "BESSEGHINI ERMES" MOD. MY FRIEND
Calibro: mm 7 STW
Numero delle canne:UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 660 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE mm 710
Lunghezza dell'arma: mm 1010 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: BESSEGHINI ERMES GIULIO ANGELO AMMINISTRATORE DELLA DITTA "BESSEGHINI ERMES GIULIO & C. S.A.S."
Classe: C 5

N. 12230 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.475/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "BESSEGHINI ERMES" MOD. MY FRIEND
Calibro: mm 7 x 64
Numero delle canne:UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 570 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE mm 620
Lunghezza dell'arma: mm 880 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: BESSEGHINI ERMES GIULIO ANGELO AMMINISTRATORE DELLA DITTA "BESSEGHINI ERMES GIULIO & C. S.A.S."
Classe: C 5

N. 12231 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.475/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "BESSEGHINI ERMES" MOD. MY FRIEND
Calibro: .300 WINCHESTER MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm mm 600 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE mm 650
Lunghezza dell'arma: mm 920 CON FRENO DI BOCCA INAMOVIBILE
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Statò o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: BESSEGHINI ERMES GIULIO ANGELO AMMINISTRATORE DELLA DITTA "BESSEGHINI ERMES GIULIO & C. S.A.S."
Classe: C 5

N. 12232 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.636/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "FERLIB" MOD. F 5
Calibro: . 17 REMINGTON
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 510
Lunghezza dell'arma: mm 940
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: TANFOGLIO IVANO TITOLARE DELLA DITTA "FERLIB DI TANFOGLIO IVANO"
Classe: C 5

N. 12233 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.636/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "FERLIB" MOD. PRINCE
Calibro: .500 NITRO EXPRESS
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 635
Lunghezza dell'arma: mm 1065
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: TANFOGLIO IVANO TITOLARE DELLA DITTA "FERLIB DI TANFOGLIO IVANO"
Classe: C 5

N. 12234 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.636/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "FERLIB" MOD. F 5
Calibro: .600 NITRO EXPRESS
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 635
Lunghezza dell'arma: mm 1065
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: TANFOGLIO IVANO TITOLARE DELLA DITTA "FERLIB DI TANFOGLIO IVANO"
Classe: C 5

N. 12235 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2654/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "ZOLI ANTONIO" MOD. AZ 1900 MONOCOLPO
Calibro: mm 6,5 – 284 NORMA
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1150
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: ZOLI PAOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "ZOLI ANTONIO S.P.A."
Classe: C 5

N. 12236 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2654/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "ZOLI ANTONIO" MOD. AZ 1900 MONOCOLPO
Calibro: mm 6,5 – 284 NORMA
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 650
Lunghezza dell'arma: mm 1180
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: ZOLI PAOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "ZOLI ANTONIO S.P.A."
Classe: C 5

N. 12237 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2654/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "ZOLI ANTONIO" MOD. AZ 1900
Calibro: mm 6,5 – 284 NORMA
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: 5
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1150
Funzionamento: A RIPETIZIONE SEMPLICE (ORDINARIA)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: ZOLI PAOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "ZOLI ANTONIO S.P.A."
Classe: C 6

N. 12238 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2654/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: ZOLI ANTONIO" MOD. AZ 1900
Calibro: mm 6,5 – 284 NORMA
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel serbatoio: 5
Lunghezza delle canne: mm 650
Lunghezza dell'arma: mm 1180
Funzionamento: A RIPETIZIONE SEMPLICE (ORDINARIA)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: ZOLI PAOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "ZOLI ANTONIO S.P.A."
Classe: C 6

N. 12239 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: mm 5,6 x 52 R
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12240 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: . 44 MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12241 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: .45-70 GOVERNMENT
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12242 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: .357 MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12243 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: .375 WINCHESTER
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12244 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2602/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "FRATELLI TANFOGLIO" MOD. RAPTOR
Calibro: .444 MARLIN
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:====
Lunghezza delle canne: mm 375
Lunghezza dell'arma: mm 405
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: TANFOGLIO BORTOLO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "FRATELLI TANFOGLIO S.N.C."
Classe: C 1

N. 12245 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX BODYGUARD
Calibro: mm 9 X 21 I.M.I.
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 16
Lunghezza delle canne: mm 101 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 116
Lunghezza dell'arma: mm 194 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 207
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: =====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD-ARMORY, PARA-ORDNANCE.

N. 12246 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX BODYGUARD
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 14
Lunghezza delle canne: mm 101 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 116
Lunghezza dell'arma: mm 194 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 207
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA-ORDNANCE.

N. 12247 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX BODYGUARD
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 11
Lunghezza delle canne: mm 101 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 116
Lunghezza dell'arma: mm 194 CON COMPENSATORE AMOVIBILE mm 207
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12248 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX COMPACT
Calibro: mm 9 x 21 I.M.I.
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 16
Lunghezza delle canne: mm 101
Lunghezza dell'arma: mm 194
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADIN SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12249 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX COMPACT
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 14
Lunghezza delle canne: mm 101
Lunghezza dell'arma: mm 194
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTNATE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12250 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX COMPACT
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 11
Lunghezza delle canne: mm 101
Lunghezza dell'arma: mm 194
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" possono apparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12251 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "BLASER/SAUER" MOD. B95
Calibro: .30 R BLASER
Numero delle canne: DUE SOVRAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 560
Lunghezza dell'arma: mm 990
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5

N. 12252 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 140
Calibro: mm 5,6 x 50 R MAGNUM
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5
Nota: Il modello dell'arma può essere denominato anche: 150

N. 12253 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 140
Calibro: mm 5,6 x 52 R
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5
Nota: Il modello dell'arma può essere denominato anche 150.

N. 12254 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 140
Calibro: mm 6,5 x 55
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5
Nota: Il modello dell'arma può essere denominato anche 150.

N. 12255 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 140
Calibro: .222 REMINGTON
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5
Nota: Il modello dell'arma può essere denominato anche 150.

N. 12256 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 160
Calibro: mm 5,6 x 50 R MAGNUM
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5

N. 12257 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 160
Calibro: mm 5,6 x 52 R
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5

N. 12258 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 160
Calibro: .222 REMINGTON
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: =====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5

N. 12259 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2946/C/80 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE EXPRESS
Denominazione: "MERKEL" MOD. 160
Calibro: mm 6,5 x 55
Numero delle canne: DUE GIUSTAPPOSTE
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 600
Lunghezza dell'arma: mm 1020
Funzionamento: A CARICAMENTO SUCCESSIVO E SINGOLO (MANUALE)
Stato o Stati in cui è prodotta: GERMANIA
Stato o Stati da cui è importata: GERMANIA
Presentatore: CICOLINI EDUARD RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "JAWAG S.N.C. DI CICOLINI E. & CO."
Classe: C 5

N. 12260 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2702/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "TAURUS" MOD. 606 -
Calibro: .357 MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 6
Lunghezza delle canne: mm 51
Lunghezza dell'arma: mm 165
Funzionamento: A ROTAZIONE SINGOLA E DOPPIA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: BRASILE
Stato o Stati da cui è importata: BRASILE E/O GERMANIA
Presentatore: GARBARINO GIUSEPPE AMMINISTRATORE DELLA DITTA "PRIMA ARMI S.N.C."
Classe: C 2

N. 12261 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2702/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "TAURUS" MOD. 606 CPS
Calibro: .357 MAGNUM
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 6
Lunghezza delle canne: mm mm 76
Lunghezza dell'arma: mm 191
Funzionamento: A ROTAZIONE SINGOLA E DOPPIA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: BRASILE
Stato o Stati da cui è importata: BRASILE E/O GERMANIA
Presentatore: GARBARINO GIUSEPPE AMMINSTRATORE DELLA DITTA "PRIMA ARMI S.N.C."
Classe: C 2

N. 12262 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2702/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "ZBROJVKA BRNO" MOD. ZHR 820
Calibro: .38 SPECIAL
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 6
Lunghezza delle canne: mm 51
Lunghezza dell'arma: mm 176
Funzionamento: A ROTAZIONE SINGOLA E DOPPIA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: REPUBBLICA CECA
Stato o Stati da cui è importata: REPUBBLICA CECA
Presentatore: GARBARINO GIUSEPPE AMMINISTRATORE DELLA DITTA "PRIMA ARMI S.N.C."
Classe: C 2

N. 12263 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.2702/C/79 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: FUCILE
Denominazione: "IZHMASH JSÇ" MOD. LOS-7-1
Calibro: mm 7,62 x 51 (.308 WINCHESTER)
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 5
Lunghezza delle canne: mm 550
Lunghezza dell'arma: mm 1060
Funzionamento: A RIPETIZIONE SEMPLICE (ORDINARIA)
Stato o Stati in cui è prodotta: RUSSIA
Stato o Stati da cui è importata: RUSSIA
Presentatore: GARBARINO GIUSEPPE AMMINISTRATORE DELLA DITTA "PRIMA ARMI S.N.C."
Classe: C 6

N. 12264 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.616/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: CARABINA
Denominazione: "THEOBEN" MOD. ELIMINATOR
Calibro: mm 5,5
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: ====
Lunghezza delle canne: mm 406,4 CON CONTRAPPESO INAMOVIBILE mm 498
Lunghezza dell'arma: mm 1078,4 CON CONTRAPPESO INAMOVIBILE mm 1170
Funzionamento: AD ARIA COMPRESSA
Stato o Stati in cui è prodotta: INGHILTERRA
Stato o Stati da cui è importata: INGHILTERRA
Presentatore: MASTROFINI SALVINO IMPORTATORE DELL'ARMA
Classe: C 11
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo.

N. 12265 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.268/C/94 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "BRIGNOLI SILVIO" MOD. TROJAN (MIRE REGOLABILI)
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 8
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 216
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: BRIGNOLI SILVIO TITOLARE DI LICENZA DI FABBRICAZIONE DELLA DITTA "BRIGNOLI SILVIO"
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo.
Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "BRIGNOLI SILVIO" possono comparire le seguenti sigle: STI, STI INTERNATIONAL.

N. 12266 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX TARGET (MIRE REGOLABILI)
Calibro: mm 9 x 21 I.M.I.
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 20
Lunghezza delle canne: mm 152
Lunghezza dell'arma: mm 247
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. L'arma può essere corredata di un Kit di conversione (carrello, canna lunga mm 127 e caricatore della capacità di 16 colpi) in calibro .22 L.R.. Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" potranno comparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12267 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX TARGET (MIRE REGOLABILI)
Calibro: .38 SUPER AUTO
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 20
Lunghezza delle canne: mm 152
Lunghezza dell'arma: mm 247
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. L'arma può essere corredata di un Kit di conversione (carrello, canna lunga mm 127 e caricatore della capacità di 16 colpi) in calibro .22 L.R.. Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" potranno comparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12268 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX TARGET (MIRE REGOLABILI)
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 17
Lunghezza delle canne: mm 152
Lunghezza dell'arma: mm 247
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. L'arma può essere corredata di un Kit di conversione (carrello, canna lunga mm 127 e caricatore della capacità di 16 colpi) in calibro .22 L.R.. Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" potranno comparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12269 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.033/C/98 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "AMADINI" MOD. T-REX TARGET (MIRE REGOLABILI)
Calibro: ..45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 15
Lunghezza delle canne: mm 152
Lunghezza dell'arma: mm 247
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: ITALIA
Stato o Stati da cui è importata: ====
Presentatore: AMADINI SANDRO RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "AMADINI SANDRO & C. S.N.C."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. L'arma può essere corredata di un Kit di conversione (carrello, canna lunga mm 127 e caricatore della capacità di 16 colpi) in calibro .22 L.R.. Sull'arma oltre al marchio di fabbrica "AMADINI" potranno comparire i seguenti marchi e/o sigle: STI, SPS, INFINITY, BUL, CASPIAN, SPRINGFIELD ARMORY, PARA ORDNANCE.

N. 12270 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "KIMBER" MOD. POLYMER STAINLESS GOLD MATCH (TACCA DI MIRA REGOLABILE)
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 14
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 221
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. Il modello dell'arma può essere denominato anche POLYMER GOLD MATCH.

N. 12271 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "KIMBER" MOD. POLYMER STAINLESS GOLD MATCH (TACCA DI MIRA REGOLABILE)
Calibro: .38 SUPER AUTO
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:18
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 221
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo.

N. 12272 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "KIMBER" MOD. POLYMER STAINLESS GOLD MATCH (TACCA DI MIRA REGOLABILE)
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore:16
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 221
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. Il modello dell'arma può essere denominato anche POLYMER GOLD MATCH.

N. 12273 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "KIMBER" MOD. POLYMER STAINLESS GOLD MATCH (TACCA DI MIRA REGOLABILE)
Calibro: mm 9 x 21 I.M.I.
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 18
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 221
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo.

N. 12274 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "WILSON COMBAT" MOD. SERVICE GRADE CLASSIC (TACCA DI MIRA REGOLABILE)
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 8
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 220
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. Il modello dell'arma può essere denominato anche SERVICE GRADE TARGET e mod. SUPER GRADE CLASSIC.

N. 12275 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "ENTERPRISE ARMS" MOD. MEDALIST P500 (MIRE REGOLABILI)
Calibro: .40 SMITH & WESSON
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 15
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 203,2
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C1
Nota: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo.

N. 12276 progressivo dell'iscrizione eseguita in virtù del decreto ministeriale n. 559/C-50.188/C/99 in data 5 aprile 2000

Descrizione dell'arma:

Tipo: PISTOLA
Denominazione: "ENTERPRISE ARMS" MOD. BOXER P500 (MIRE REGOLABILI)
Calibro: .45 ACP
Numero delle canne: UNA
Numero dei colpi contenuti nel caricatore: 13
Lunghezza delle canne: mm 127
Lunghezza dell'arma: mm 203,2
Funzionamento: SEMIAUTOMATICO SINGOLA AZIONE
Stato o Stati in cui è prodotta: U.S.A.
Stato o Stati da cui è importata: U.S.A.
Presentatore: SCIORILLI GIANLUCA RAPPRESENTANTE LEGALE DELLA DITTA "A.T.P. S.R.L."
Classe: C 1
Note: L'arma è stata qualificata da tiro per uso sportivo. Il modello dell'arma può essere denominato anche MEDALIST P500.

NOTE

La pistola a rotazione singola e doppia azione "TAURUS" mod. 669 cal. .357 Magnum (canna mm 101) si identifica con quella già iscritta al n. 6785 del Catalogo, assumendone pari numerazione.
Parere espresso dalla Commissione Consultiva Centrale per il controllo delle armi nella seduta del 29 febbraio 2000.

Al n. 7684 del Catalogo dove è iscritta la carabina a ripetizione semplice (ordinaria) "SAKO" mod. TRG 21 (tacche di mira micrometriche) cal..308 Winchester (canna mm 660), è inserita la seguente nota: Il modello dell'arma può essere denominato anche TRG 22.
Parere espresso dalla Commissione Consultiva Centrale per il controllo dellle armi nella seduta del 29 febbraio 2000.

Al n. 9662 del Catalogo dove è iscritta la carabina a ripetizione semplice (ordinaria) "SAKO" mod. TRG 41 (predisposta per l'innesto del dispositivo ottico di puntamento) cal. .338 Lapua Magnum (canna mm 690), è inserita la seguente nota: IL modello dell'arma può essere denominato anche TRG 42.
Parere espresso dalla Commissione Consultiva Centrale per il controllo delle armi nella seduta del 29 febbraio 2000.

Ai nn. 9764 – 9765 – 9766 – 9767 – 9768 – 9769 del Catalogo è inserita la seguente nota: "Sull'arma può apparire la dicitura SEEHUBER UBERLINGEN/BODENSEE".
Parere espresso dalla Commissione Consultiva Centrale per il controllo delle armi nella seduta del 29 febbraio 2000.

Ai nn. 8896 – 8976 – 9822 – 9823 – 10510 del Catalogo è inserita la seguente nota: Sull'arma possono apparire i seguenti marchi o sigle: STI - STI INTERNATIONAL - SVI – SPS - PARA ORDNANCE.
Parere espresso dalla Commissione Consultiva Centrale per il controllo delle armi nella seduta del 29 febbraio 2000.

RETTIFICHE

Al n. 5254 del Catalogo dove è scritto: Lunghezza delle canne: mm 585, leggasi: Lunghezza delle canne: mm 595 CON SPEGNIFIAMMA.

Al n. 11511 del Catalogo dove è scritto: Lunghezza delle canne: mm 121, leggasi: Lunghezza delle canne: mm 135.

Al n. 11582 del Catalogo dove è scritto: Lunghezza delle canne: mm 125, leggasi: Lunghezza delle canne: mm 117.

La nota relativa ai numeri 10131 e 10135 del Catalogo pubblicata sullà Gazzetta Ufficiale n. 19 del 25 gennaio 2000 deve intendersi annullata.

00A7153

MINISTERO DELLE COMUNICAZIONI

Comunicato di rettifica al «Disciplinare per il rilascio delle concessioni per la radiodiffusione televisiva privata in ambito locale su frequenze terrestri».

Nel provvedimento 19 aprile 2000, relativo al «Disciplinare per il rilascio delle concessioni per la radiodiffusione televisiva in ambito locale su frequenze terrestri», pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 101 del 3 maggio 2000, il numero del conto corrente postale «c/c postale n. *11040012*», riportato nell'ultimo periodo del comma 6 dell'art. 1, deve correttamente leggersi: «c/c postale n. *11030012*».

00A7621

UNIVERSITÀ DI BOLOGNA

Vacanza di posti di professore universitario di prima fascia da coprire mediante trasferimento

Si comunica che presso l'Università degli studi di Bologna sono vacanti, ai sensi del decreto rettorale n. 1133 del 6 giugno 2000, i seguenti posti di professore universitario di prima fascia da coprire mediante trasferimento:

Facoltà di medicina e chirurgia:

1) settore scientifico-disciplinare: F07G - Malattie del sangue, sede cui inviare la domanda: facoltà di medicina e chirurgia - Via San Vitale, 59 - 40100 Bologna;

2) settore scientifico-disciplinare: F09X - Chirurgia cardiaca, sede in cui inviare la domanda: facoltà di medicina e chirurgia - Via San Vitale, 59 - 40100 Bologna.

Le domande dovranno essere spedite, mediante raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine perentorio di trenta giorni dal giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, presso la sede della facoltà indicata nel decreto rettorale.

Copia integrale del decreto rettorale n. 1133 del 6 giugno 2000 è disponibile presso il seguente sito Web: www.unibo.it/apers

00A7582

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*. I relativi comunicati sono pubblicati ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, e degli articoli 14, 15 e 18 del decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

ERRATA-CORRIGE

Comunicato relativo alla deliberazione 17 marzo 2000 del Comitato interministeriale per la programmazione economica recante: «Disposizioni transitorie in materia di programmazione negoziata e velocizzazione dei contratti d'area. (Deliberazione n. 31/2000).». (Deliberazione pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 125 del 31 maggio 2000).

Alla deliberazione citata in epigrafe, pubblicata nella suindicata *Gazzetta Ufficiale*, sono apportate le seguenti correzioni:

alla pagina 37, prima colonna, terzo capoverso, al terzo rigo, dove è scritto: «... attuativi della legge n. *88*/1992;», leggasi: «... attuativi della legge n. *488*/1992;»;

alla pagina 38, prima colonna, ultimo capoverso dei «1. Patti territoriali», al terzo rigo, dove è scritto: «l'autorizzazione ai soggetti promotori di patti territoriali *di* avvalersi delle società convenzionate ...», leggasi: «l'autorizzazione ai soggetti promotori di patti territoriali *ad* avvalersi delle società convenzionate ...».

00A7595

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

L. 1.500
€ 0,77